

1986 - 9(1) suite

SOMMAIRE INHOUD

[Préface](#)

[C. Gaier. Pourquoi l'archéologie industrielle?](#)

[A. Linters. - Industriële archeologie, industrieel erfgoed](#)

[J. Liébin. - Le patrimoine immobilier](#)

[A. Linters. - Het roerend industrieel, technisch en wetenschappelijk erfgoed. Vogelvrij ?](#)

[H. Coppejans-Desmedt. - Archief als bestanddeel van het industrieel archeologisch onderzoek](#)

[A. Vanrie. - Méthodologie des recherches iconographiques en archéologie industrielle](#)

[J. Puissant. - Histoire orale et milieu social](#)

[Protection du Patrimoine culturel et compétences administratives en Belgique](#)

[Bescherming van het cultureel patrimonium en de administratieve bevoegdheden in België](#)

[P. Dartevelle. - La mise en valeur du patrimoine industriel ancien et la Communauté française de Belgique](#)

[J. De Schepper. - De herwaardering van het industrieel erfgoed : Institutionele en juridische aspecten in het Vlaamse gewest](#)

[J. Liébin. - Restauration et réhabilitation des objets, musées et sites](#)

[R. Wissels. - Restauratie en renovatie van het industrieel archeologisch patrimonium](#)

[H. Delrée et R. Leboutte. - Pour un enseignement de l'archéologie industrielle](#)

[J. Defer. - Le tourisme et l'archéologie industrielle](#)

[J. Van Hout. - Kan het toerisme ons industrieel erfgoed redden](#)

[R. Leboutte. - Bibliographie générale d'archéologie industrielle.](#)

METHODOLOGIE DES RECHERCHES ICONOGRAPHIQUES EN ARCHEOLOGIE INDUSTRIELLE

André VANRIE

Archiviste-paléographe

Secrétaire général de la Société royale d'archéologie de Bruxelles

Samenvatting

Methodologie van de iconografische opzoekingen in de industriële archeologie.

De industriële archeologie laat gemakkelijk iconografische sporen na, ofwel in de vorm van grafische documenten (plannen, schilderijen, tekeningen, foto's, cinematografische en video-films), ofwel in de vorm van drie-dimensionale elementen (beeldhouwwerken, maquettes, zegels). Deze documentatie is verspreid en het onderzoek moet men beginnen in gespecialiseerde instellingen, met de hulp van specialisten. Ten aanzien van hetgeen minder bekend en bestudeerd is, moet men dezelfde methode toepassen die gebruikt wordt in het hele historische onderzoek. Deze bestaat uit :

1. Bepaling van de chronologische, geografische en technische methodes van het onderzoek.
2. Samenstelling van de bibliografie, uitgaande van gespecialiseerde bibliografieën voor de geschiedenis, de kunstgeschiedenis en geschiedenis der technieken, waaraan men de grote internationale bibliografieën toevoegt.
3. Ontleding van de bronnen, waarin men niet alleen een overvloedige iconografie kan vinden, maar ook bestudeerde uitleg of de sporen van andere visuele getuigenissen. Voor het eigenlijke iconografische onderzoek, mag men zich niet beperken tot bibliotheken en musea, men moet ook onderzoeksmethodes voor de privé-verzamelingen bedenken. Men mag niet vergeten dat de documentatie verspreid is en dat het onderzoek op internationaal vlak moet gebeuren.
4. Kritiek van de bronnen door de vergelijking van alle verzamelde documentatie.
5. Klassering van de documentatie op steekkaarten of in de vorm van type-dossiers op de duidelijkste wijze.
6. Uitwerking en synthese.

Deze verrichtingen volgen een logische orde; de uitvoering van ieder van hen wordt vergemakkelijkt door de voorafgaande verrichting. Ze zullen uitmonden in besluiten; maar men mag niet vergeten dat de iconografie een hulpmiddel is van de andere opzoekingsactiviteiten.





Ancienne gravure commerciale et état actuel de la distillerie J. Theunissen à Hasselt.
Handelsetiket en huidige toestand van de stokerij J. Theunissen te Hasselt.

Deux questions préalables se posent: que recherche-t-on (en gros, sur quoi porte l'archéologie industrielle) ? et quels sont les matériaux iconographiques susceptibles d'apporter une information?

Notre propos n'étant pas de définir l'archéologie industrielle, je me contenterai d'une brève énumération pour répondre à la première question.

Sont susceptibles d'avoir laissé une trace iconographique:

- les bâtiments qui ont été conçus pour un usage clairement défini, qui ne soit ni d'habitation, ni d'administration [[On peut cependant considérer comme dignes d'étude et de conservation certains bâtiments administratifs particuliers, comme par exemple un bureau de postes.]], ou adaptés à cet usage;

- les exploitations qui ne visent pas nécessairement à une occupation permanente du sol, comme les chantiers forestiers, les carrières, etc.

- les ouvrages de génie civil;

- le matériel technique ou les outils nécessaires pour l'extraction, la production, la transformation, la manutention, le conditionnement et le stockage; la fabrication de cet outillage;

- le matériel scientifique dans son acception la plus large;

- le produit fini, mais aussi ce qui entre dans sa composition à diverses étapes; par exemple, les matériaux servant à la construction et à la fabrication;

- tout ce qui a présidé à la fabrication ou à l'exploitation: plans, projets, brevets, publicité, etc.

Quant aux éléments iconographiques, ils peuvent être les suivants:

- documents graphiques
cartes, plans, coupes, élévations, graphiques ;
peintures, gravures, dessins, affiches ;
photos, cartes-vues, films ciné ou vidéo ;

- documents en trois dimensions : sculptures, retables, monnaies, sceaux, maquettes.

Les bâtiments ou exploitations eux-mêmes, à divers stades de conservation, ainsi que le matériel technique, les matériaux, les outils, les produits, à divers stades de conservation également, ne sont pas repris ici puisqu'ils forment un autre chapitre au sein de la présente étude.

Par sa nature, cette documentation iconographique n'est pas concentrée mais se retrouve dans des institutions diverses, publiques ou privées, ou encore chez des particuliers. Il va de soi que la recherche doit commencer par les institutions spécialisées s'il en existe (par exemple, le Musée du lin, ou encore les facultés de médecine, ou le Musée du verre, etc.); l'interprétation du matériel iconographique ne donnera pas lieu dans ce cas à de grandes difficultés parce que l'examen et la critique auront déjà été faits par les personnes attachées à ces institutions; les premiers pas seront du moins guidés.

Il en va autrement lorsque la documentation iconographique est perdue dans un matériel iconographique qui est conservé pour sa valeur artistique, historique ou ethnographique. C'est le cas le plus fréquent et la méthode à appliquer alors me semble être celle de toute recherche historique. Je me permettrai de la développer en six points.

1) Définition de la recherche.

Compte tenu du temps disponible, d'une première estimation des possibilités documentaires, voire des facilités financières, la recherche peut être étendue verticalement et horizontalement. Il est cependant nécessaire de la définir nettement, car cela déterminera la suite des opérations.

Les limites chronologiques, géographiques et techniques doivent être précises. Il y a par exemple une grande différence entre la typologie des grosses exploitations agricoles en Hesbaye au 18^e siècle, et les développements de l'industrie chimique et de l'agro-alimentaire en Belgique dans les années 1850-1950.

2) Dépouillement de la bibliographie.

En fonction de la définition de la recherche, le dépouillement se fera sur divers plans:

- bibliographies historiques classiques (Pirenne, Revue du Nord, Revue Belge de Philologie et d'Histoire);

- bibliographies particulières à une région ou à une époque, à partir notamment de revues locales ou de revues consacrées à l'étude de telle ou telle époque;

- bibliographies relatives à l'histoire de l'art, avec un coup d'œil particulier pour le chapitre qu'elles consacrent à l'iconographie;

- bibliographies des revues d'histoire des techniques et aussi, à partir du 19^e siècle, des revues techniques industrielles, commerciales ou scientifiques, spécialisées ou non. Ces revues

peuvent notamment contenir une iconographie sous forme de publicité illustrée. Les périodiques d'information générale peuvent aussi apporter des éléments de ce genre;

- recensement des catalogues d'expositions éventuelles;

- contrôle général et essai de bibliographie comparative au moyen des grandes bibliographies internationales (Répertoire d'art et d'archéologie, Bibliographies internationales des articles et des comptes rendus, etc.).

Ce dépouillement bibliographique peut paraître fastidieux et inutile. Il n'en est rien. C'est une mise de fonds indispensable qui non seulement empêche de coûteuses (en temps perdu) redites mais permet aussi des comparaisons originales et, partant, le véritable avancement des travaux tout en les empêchant de n'être qu'une sèche analyse. Le dépouillement bibliographique bien conçu donne également automatiquement les directions à suivre pour le dépouillement des « sources ». Il est enfin un premier pas dans le prudent domaine de la critique historique.

3) **Dépouillement des sources.**

Partant de la définition de la recherche et du dépouillement bibliographique, il sera relativement facile de trouver accès à l'iconographie des sites, bâtiments, ouvrages et matériel lourd. Pour des périodes plus reculées, les grandes institutions à visiter ne seront pas non plus tellement difficiles à déterminer. La complication commence avec le matériel léger, les outils portables, les produits finis et les matières spéciales élaborées pour tel ou tel type de fabrication. Car ce qui compte, c'est de voir, de bien voir, sinon de toucher, de recueillir sa propre documentation photographique et de comprendre les processus techniques.

J'ai toujours plaidé pour que les historiens de l'art comprennent l'importance des recherches archivistiques. Il en va de même en archéologie industrielle. Comptes, règlements corporatifs, procès, rapports d'experts, mémoires accompagnant des demandes d'octroi, inventaires après décès, contrats, demandes de brevets, journaux privés, descriptions de voyageurs, correspondance technique, archives d'entreprises, rapports de fouilles, etc. tous ces documents écrits fourniront d'importantes précisions sur la fabrication, la composition, l'utilisation, la morphologie des objets dont on veut faire l'étude; l'iconographie y occupe une place importante. Il n'est pas possible de vouloir s'en passer. Au chercheur de passer en revue les dépôts d'archives et de se demander devant chaque fonds s'il est susceptible ou non de lui fournir de la matière.

Ceci dit, le dépouillement iconographique garde toute son importance et son charme. Il se conjuguera avec les fiches déjà réalisées à partir des travaux imprimés et des écrits inédits. Ces fiches doivent être établies avec soin afin d'épargner le double travail, le retour sur soi-même, les erreurs de référence. Elles doivent donc aussi être suffisamment complètes et constituer une pierre apportée à l'édifice (voir 5°, Classement de la documentation).

La documentation n'est pas concentrée dans une aire géographique locale ou régionale et elle est souvent privée. Il faudra donc avoir recours à des annonces, des sondages, des intermédiaires, des enquêteurs bien introduits. Parfois, et même souvent, la recherche doit se faire sur un plan international. Il ne faut pas oublier qu'il y a des carrosses bruxellois à Cobourg, des armes liégeoises à Varsovie, des tramways belges au Caire, du matériel médical en Arabie. Sciences, techniques et industries sont soumises à un phénomène chronogéographique; des machines tout à fait périmées, voire complètement oubliées dans nos régions peuvent fort bien être encore opérationnelles ailleurs; c'est le cas par exemple

pour des métiers à tisser du 19e siècle qui sont utilisés dans des fabriques au Bangladesh. Ici aussi, la lecture de la bibliographie et des archives peut mettre le chercheur sur des voies intéressantes.

4) Critique des sources iconographiques.

L'historien est méfiant par définition. Les exploitations, le matériel, les instruments ont évolué; ils ont subi des améliorations, des modifications, parfois des falsifications; il en va de même pour les documents qui les représentent. Ces documents ne sont pas toujours parmi les mieux étudiés et les mieux conservés. Néanmoins, toujours avec l'aide de la bibliographie et des sources archivistiques, le problème de la datation et de la localisation ne doit pas être insurmontable. Paradoxalement, c'est peut-être pour le 20e siècle que les difficultés seront les plus grandes, à cause d'une part de l'évolution très rapide de la technologie, d'autre part de l'imprécision chronologique de la photographie, du cinéma ou de la vidéo, enfin du grand nombre de réalisations techniques copiées. La méthode comparative reste donc à la base de la critique.

5) Classement de la documentation

Il est fonction du but de la recherche, de son ampleur et du volume de la documentation. La fiche, ou le dossier-type, me semble devoir comporter trois indications-clés (outre la ou les photographies d'ensemble ou de détail) : la technique générale, le lieu, la date. Les autres indications ne servent qu'accessoirement au classement: nom et adresse du fabricant, dates de commande et de livraison, matériaux utilisés, propriétaires successifs, défauts, transformations et réparations, renvois à des pièces de comparaison, remarques éventuelles, provenance des photos, sources, bibliographie, et j'en passe, chaque cas étant spécifique.

6) Mise en œuvre et synthèse

Elles découlent presque automatiquement des cinq premières opérations.

Bien entendu, l'iconographie n'est pas un but en soi. Elle permet des conclusions quant à la forme d'un objet ou d'une construction, à son évolution, à sa fonction ou à la technique qui a présidé à sa fabrication. Mais comme toute autre activité scientifique, l'iconographie n'est qu'une auxiliaire de ses sœurs.

HISTOIRE ORALE ET MILIEU SOCIAL

Jean PUISSANT

Docteur en Histoire

Professeur à l'Université Libre de Bruxelles

Samenvatting

Mondelinge geschiedenis en sociaal milieu.

« Meer dan een werktuig, minder dan een wetenschapstak »: de mondelinge geschiedenis heeft sedert een tiental jaren haar sporen verdiend. Ze biedt tegelijk bronnen en nieuwe methodes op diverse gebieden van het geschiedkundig onderzoek. Haar toepassing op de industriële archeologie kan ons veel nuttigs leren, dat echter getoetst moet worden aan de kennis die langs andere wegen wordt opgedaan. De toepassingen op dit gebied lijken nog

zeldzaam, maar sommige onder hen laten reeds toe al het nut in te zien dat men er kan uithalen.

L'oralité: une découverte?

L'enquête orale n'est ni nouvelle ni nécessairement innovatrice si l'on pense aux recherches musicales du début du siècle (Bartok, par exemple), aux domaines du folklore, de l'ethnologie et, bien évidemment, du journalisme. D'un point de vue plus systématique et comparable aux courants actuels, des recherches ont été menées avant la Seconde Guerre en Pologne (milieu paysans) et aux Etats-Unis (chômeurs de la grande dépression). Mais c'est surtout depuis une vingtaine d'années que sociologues (récits de vie) et historiens (histoire et traditions orales) mais aussi écrivains et journalistes (vogue des récits autobiographiques rédigés ou enregistrés puis réécrits) ont remis à la mode l'enquête orale [[Par exemple, et pour se limiter au domaine français:

E. Carles, *Une soupe aux herbes sauvages*, s.l., 1977; A. Sylvère, *Toinou, le cri d'un enfant auvergnat*, Paris, 1980 réécrit par J. Malourie. Dans un autre registre, M. Gray, *Au nom de tous les miens*, Paris, 1971 réécrit par Max Gallo ou P.J. Helias, *Le Cheval d'orgueil, mémoires d'un Breton du pays bigouden*, Paris, 1975.]].

Cette fois la procédure a été analysée, critiquée, systématisée et a donné naissance à des théories, des méthodes et des pratiques multiples, souvent novatrices [[cf. l'excellente introduction à la problématique de l'histoire orale de J.P. Rioux, *Histoire orale: essor, problèmes et enjeux, dans Cahiers de Clio*, 75-76, 1983, pp. 29-48, parue dans un numéro thématique consacré à l'histoire orale appliquée à l'enseignement; R. Thompson, *Historiens et histoire orale dans Mémoires collectives. Actes du Colloque d'octobre 1982, Bruxelles, 1984* pp. 281-295. Voir aussi l'exposé systématique de J. Poirier, S. Clapier-Valladon, P. Raybaut, *Les récits de vie. Théorie et Pratique*, Paris, 1983 ainsi que H. Gaus, B. De Graeve, F. Simon, A. Verbruggen-Aelterman, *Alledaagsheid en mondelinge geschiedenis*, Gent, 1983.]]. Une procédure d'institutionnalisation s'est mise progressivement en place notamment dans le cadre de congrès internationaux d'histoire orale. Le cinquième vient de se tenir au printemps dernier à Barcelone sur le thème El Poder a la societat. En Angleterre, un pionnier en la matière, P. Thompson, anime une revue: Oral History.

La tendance majeure dans un premier temps a été d'écouter la parole de ceux qui étaient dépourvus d'expression écrite ou de restituer la parole à ceux qui en étaient dépossédés en raison de la situation politique, économique, sociale ou culturelle. C'est dans ce sens que travaillait notre compatriote J. Van Sina (1961) dans la région des grands lacs d'Afrique Centrale; dans ce sens aussi, O. Léwis (1961) à l'écoute d'une famille mexicaine et, après eux, la plupart des travaux parus depuis. Il s'agissait de rechercher « la mémoire collective » l'expérience, la vie des groupes sociaux, culturels, nationaux dominés, des colonisés, d'étendre cette recherche aux ouvriers en général, aux femmes, aux « Bretons » (pour donner un exemple précis), en privilégiant le marginal par rapport au dominant, le quartier par rapport au centre, la campagne par rapport à la ville, l'individu par rapport au collectif ou à l'institution.

Mai 1968: l'agitation des campus américains, celle de Berlin ne sont évidemment pas loin. C'est le retour en force de l'acteur, selon l'expression d'Alain Touraine.

L'essentiel des travaux a été poursuivi dans ce sens. Mais cette orientation peut cette fois s'expliquer d'un point de vue idéologique, au sens large du terme; d'un point de vue méthodologique, rien, bien sûr, ne s'oppose à investiguer dans d'autres milieux sociaux. On parlait de l'idée, fondée mais non généralisable, que les « dominants » qui détiennent les

techniques d'expression ne se faisaient pas faute de les utiliser. Mémoires d'aristocrates, d'hommes politiques, d'écrivains sont effectivement nombreuses mais peut-être pas autant que ne l'espéraient les chercheurs, et trop souvent il s'agissait soit d'ouvrages considérés comme trop individuels soit reflétant trop l'actualité vécue, saisissables par d'autres sources.

Par contre, dans certains milieux appartenant aux classes supérieures, l'habitude de se raconter ou de communiquer ses expériences est loin d'être courante. Le milieu des financiers, des dirigeants d'entreprises, des ingénieurs n'est apparemment pas très prolix. L'exemple récent de R. Martin (1984) ingénieur des mines et grand patron, est là pour souligner à la fois la rareté de ce type de produit et l'intérêt qu'il y aurait à le voir se multiplier éventuellement sous forme de récits de vie ou d'histoire orale. Dans le domaine de l'archéologie industrielle, de l'histoire des entreprises et des entrepreneurs, de l'histoire des techniques, les méthodes de l'enquête orale peuvent porter leurs fruits, que ce soit dans la perspective ouvrière, du personnel d'encadrement ou de direction.

Les problèmes de méthode

1. Une première critique opposée à l'histoire orale est bien évidemment de l'ordre du temps: il serait impossible de remonter bien loin par ce biais. Or, dans le domaine de la tradition orale, on a montré la possibilité de remonter parfois de plusieurs siècles. J. Van Sina (1961) en Afrique Centrale, Ph. Joutard (1977) dans le Massif Central camisard (17e-18e s.) en apportent des preuves. Il m'est arrivé d'entendre parler de la révolution de 1830 par un vieil habitant de Bruxelles, se référant à une tradition familiale. D'un point de vue plus courant, il est possible (tant que les modifications intervenues dans la culture de nos sociétés, dans les transformations des modes de communication et d'information ne les ont pas bouleversées) d'obtenir encore des relations transmises par des grands-parents, voire de arrière-grands-parents, remontant à un siècle; des informations obtenues des « formateurs » (enseignants, ouvriers plus anciens, personnel de maîtrise) remontant à la période d'avant la première guerre mondiale. De plus dans leur travail de compréhension, d'analyse du présent, les sociologues préparent aux historiens de demain des sources riches et variées, leurs prédécesseurs ont laissé aux historiens d'aujourd'hui des retranscriptions directes ou interprétées des sources orales anciennes.

2. Le monde industriel, celui des techniques, celui du travail imprègne-t-il les consciences au point d'en faire un élément majeur de la mémoire ? Probablement plus que beaucoup d'autres aspects de la vie dans la mesure où ces mondes participent au quotidien, régulièrement répété et qui imprègne durablement sinon définitivement les consciences de ceux qui les pratiquent. Plus, ces éléments font partie d'une culture dont il est question rarement mais qui reste très vivante et qui rapproche les acteurs, même si leurs statuts sont très variés ou parfois même conflictuels.

A. Delattre (1965) ancien mineur devenu ministre socialiste du Travail, souligne dans ses « souvenirs », affirme que c'est le travail de la mine qui l'a rapproché de M. L. Gérard, ingénieur des mines devenu ministre des Finances, conservateur voire réactionnaire. Lors de la diffusion des émissions *150 ans de vie quotidienne en Wallonie* (RTB Namur, 1980), la parole a été très classiquement confisquée par des « notables » habitués à s'exprimer (enseignants, ecclésiastiques, fonctionnaires), pourtant, lorsqu'il a été question de la mine, le central téléphonique a été réellement submergé d'interventions « techniques » de mineurs de divers bassins, comparant leurs diverses pratiques. C'est la seule et unique fois où des ouvriers, nombreux, sont intervenus sur antenne.

3. La mémoire orale n'est-elle pas, par essence, difficilement contrôlable et porteuse des écarts les plus considérables par rapport à la réalité, comparée à d'autres sources d'information? D'un point de vue théorique, rien ne permet de privilégier la mémoire écrite par rapport à la mémoire orale. Elles sont toutes deux perturbées par de nombreux filtres et d'importants brouillages.

Rien ne permet non plus de privilégier n'importe quelle source écrite par rapport à une source orale: l'une et l'autre doivent être soumises aux principes de base de la critique historique. Ce qui est écrit n'a pas, en soi, plus de valeur, plus de réalité que ce qui est retenu dans les mémoires. Je me souviens en particulier d'une brillante démonstration du professeur P. Bouvier disséquant impitoyablement un bilan du *Crédit Lyonnais* de la fin du 19^e siècle et démontrant en quoi il était faux en raison d'erreurs, de la méconnaissance de la situation réelle de la banque, de la volonté délibérée de ne pas informer clairement les actionnaires de cette situation.

Ceci n'empêche pas que la mémoire orale doit être analysée, critiquée avec un maximum d'attention. Luc De Heusch a bien critiqué J. Van Sina, déjà cité, en relativisant l'historicité de la tradition orale et en soulignant en quoi elle est beaucoup plus porteuse de mythes et de légendes. Mais en cela même, elle est intéressante et permet à l'historien d'envisager les éléments du réel qu'elle véhicule mais aussi les mythes en les décrivant, en les interprétant et en éclairant leur fonction dans le récit [[Citons ici quelques ouvrages-cadres pour l'interprétation de la mémoire orale: M. Halbweghs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, 1975 (rééd.); A. Leroy-Gourhan, *Le geste et la parole*, 2 vol. Paris, 1965; P. Bourdieu, *Ce que parler veut dire*, Paris 1982 R. Thompson, *The voice of the past*, Oxford, 1978. Voir aussi divers textes édités dans *Mémoires Collectives*, Actes ... op. cit. P. Charaudeau *Langage et discours*. Paris 1983.]].

4. Les pratiques de l'enquête orale sont aujourd'hui bien établies et des modèles existent pour chaque type d'entre elles. Tout en étant personnellement persuadé qu'il faut croiser dans tous les cas un maximum d'informations en présence de sources d'ordre varié, (oralité, textes, objets, iconographies, monuments ... etc), je pense que l'on peut distinguer:

a) l'utilisation classique du témoignage oral recherché pour compléter et enrichir l'information obtenue par les voies traditionnelles. la plupart des historiens ont recours aujourd'hui à cette pratique dans le domaine contemporain.

b) l'utilisation de quelques témoins privilégiés qui, en raison de leur statut, de leur place dans un système étudié sont censés apporter des informations indispensables. Tout réside bien sûr dans le concept même de témoin privilégié que d'aucuns récuse par ailleurs en craignant qu'en choisissant son interlocuteur, le chercheur n'expose en fin de compte, par ce biais, que l'a priori qu'il véhicule lui-même.

c) l'approche quantitative qui tend à multiplier les témoins entendus afin d'élargir au maximum l'information: interroger, par exemple, tous les habitants d'un village à propos de ce village, ce qui n'a d'intérêt que dans une perspective d'animation et non de recherche. Il est possible de privilégier certains témoignages ou d'établir ce que les sociologues appellent un *quota* qui doit en principe apporter l'information recherchée. D. Bertaux (1976) a montré dans ce cas le phénomène de saturation. Quand un certain nombre de personnes de même statut sont interrogées sur les mêmes questions, on se rend compte qu'au bout d'un certain temps plus rien de neuf n'est obtenu et qu'il suffit donc, selon la nature et la complexité des problèmes, de s'en tenir à un nombre X d'interviewés.

d) Enfin il est possible, en raison de la vie même d'un témoin ou de sa capacité hors du commun à la restituer, de s'attacher à une seule relation dont on tente d'extraire le maximum de signification. C'est le cas exemplaire de *Tante Suzanne* de M. Catani (1982).

Histoire orale et archéologie industrielle

Il est certain que l'enquête individuelle auprès de « témoins privilégiés » est d'utilisation courante:

- pour identifier des bâtiments, retrouver leur emplacement s'ils ont été détruits;
- pour désigner les machines utilisées, préciser leur localisation;
- pour éclairer le processus de production, d'un point de vue théorique pour l'activité envisagée et d'un point de vue pratique dans le cas d'une entreprise précise.

Ceci est banal mais il est possible de pousser plus loin l'enquête comme le font couramment les écomusées. Il est possible de préserver non seulement la parole, le discours mais aussi et surtout le geste. Cette culture du geste, capitale pour expliquer le développement économique de nos régions peut être préservée grâce aux nouvelles techniques d'enregistrement, image et son, de manière à sauvegarder ne fût-ce que le souvenir de tel ou tel type de fabrication [[Par exemple, en Belgique, les réalisations du laboratoire *Paul Brien d'Etude de l'Environnement* à Treignes (ULB) et du *Musée de la Pierre* à Maffle (cf. *Mémoires collectives*, op. cit., et *Cahiers de Clio*, op. cit.)]].

Les enquêtes individuelles peuvent être évidemment multipliées pour pallier les insuffisances, les incohérences d'un témoignage unique.

Par contre les enquêtes collectives, plurielles en tous cas, sont nécessaires pour envisager les évolutions et la manière dont elles sont ressenties, vécues, subies par les principaux acteurs. La recherche relève alors plus des domaines de la culture, de la psychologie sociale, du comportement que des techniques proprement dites. Ce sont l'innovation, la résistance au changement, les ruptures et les évolutions qui peuvent être mises en valeur. Un travail comme celui de D. Marty (1982) sur la culture ouvrière du Roubaisis textile, qui mêle heuristique traditionnelle et enquête orale, est exemplaire à ce propos.

Il est certain qu'il s'agit d'élargir ici au maximum l'idée d'archéologie industrielle et d'éviter qu'elle ne devienne ce que l'archéologie fut naguère, une discipline limitée à l'objet ou au bâtiment.

Les groupes, ouvriers, personnel de maîtrise, ingénieurs, patrons sont chacun séparément, et tous confrontés, les porteurs d'une mémoire collective capitale pour l'étude du passé industriel.

Les travaux de ce type semblent rares mais il est possible d'en citer l'un ou l'autre. C. Billen, par exemple, souligne combien l'apparition de l'ingénieur, « col blanc et cravate » est liée, pour les ouvriers, à la transformation de l'entreprise de matériel agricole Mélotte (Gembloux) mais aussi à l'évolution qui conduit à sa fermeture [[C. Billen, *Le portrait du patron*, texte présenté au Ve Congrès international d'histoire orale à Barcelone, 1985.

Voir aussi D. Voldman, Entretiens avec les reconSTRUCTEURS, *Contribution à l'étude d'un groupe de décideurs* (France 1940-1950), Documents du Congrès cité ci-dessus, pp. 497-504;

A. Pinol, Transformation du travail et histoire orale. L'exemple de la rationalisation aux usines Berliet pendant l'entre-deux-guerres, 4e Colloque International d'histoire orale, Aix en Provence, 1982, pp. 507-519.]].

« Plus qu'un outil et moins qu'une discipline » selon l'expression de L. Starr, l'histoire orale trouve peu à peu la place qui lui revient dans la panoplie des sources et méthodes de l'interrogation du passé.

Ouvrages cités

D. Bertaux, *Histoire de vies ou récits de pratiques*. Paris 1976.

M. Catani *Tante Suzanne. Une histoire de vie sociale*, Paris, 1982.

A. Delattre, *Souvenirs, Cuesmes* (1965).

Ph. Joutard, *La légende des Camisards. Une sensibilisation au passé*, Paris 1977.

F. Ferrarotti *Histoire et histoires de vie. La méthode biographique dans les sciences sociales*, Paris, 1983.

O. Lewis, *Les enfants de Sanchez*, Paris, 1961 (traduction).

R. Martin, *Patron de droit divin*, Paris, 1984.

L. Marty, *Chanter pour survivre. Culture ouvrière, travail et techniques dans le textile, Roubaix, 1850-1914*, s.l., 1982.

J. Van Sina, *De la tradition orale. Essai de méthode historique*, Bruxelles, 1961.

PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL ET COMPETENCES ADMINISTRATIVES EN BELGIQUE

L'organisation des compétences et des institutions en matière de protection du patrimoine culturel est une matière relativement complexe en Belgique.

Si le domaine est confié aux deux Communautés, les dix-neuf communes de l'agglomération bruxelloise continuent pourtant d'être gérées conjointement par les deux Ministères de l'Education nationale, le néerlandophone et le francophone, conformément à l'article 59bis de la Constitution.

La législation en vigueur dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale se limite à la loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des sites.

BESCHERMING VAN HET CULTUREEL PATRIMONIUM EN DE ADMINISTRATIEVE BEVOEGDHEDEN IN BELGIE

De organisatie van de bevoegdheden en de instellingen die de bescherming van het cultureel patrimonium regelen, vormt in België een vrij ingewikkelde materie.

Waar dit domein in Vlaanderen en Wallonië aan de beide Gemeenschappen is toevertrouwd, vallen daarentegen de negentien gemeenten van de Brusselse Agglomeratie nog altijd onder de bevoegdheid van beide Ministers van Onderwijs, de franstalige en de nederlandstalige, en dit in uitvoering van artikel 59bis van de Grondwet. De wetgeving die in de tweetalige gemeenschap van Brussel-Hoofdstad in voege is, beperkt zich tot de wet van 7 augustus 1931 op het behoud van monumenten en landschappen

LA MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE INDUSTRIEL ANCIEN ET LA COMMUNAUTE FRANÇAISE DE BELGIQUE

Patrice DARTEVELLE

Secrétaire d'administration au Ministère de la Communauté Française - Administration du Patrimoine culturel

Samenvatting

De Herwaardering van het industrieel erfgoed en de Franse gemeenschap van België

Sedert de hervorming van de Belgische instellingen is het Ministerie van de Franse Gemeenschap belast met het behoud van het oud industrieel patrimonium in het eentalige Franse taalgebied van België.

In dit kader heeft een decreet van 28 juni 1976 de nationale wet van 7 augustus 1931 gewijzigd.

Sedert een tiental jaren werden vrij talrijke industriële landschappen gerangschikt. Het gaat om zeer gevarieerde industriële gebouwen en landschappen.

Het betreft evenwel meestal een rangschikking als landschap en niet als monument.

Bovendien werden enkele groepen gebouwen, waaronder de meest befaamde, nog niet gerangschikt.

Het Ministerie steunt eveneens verscheidene musea.

L'article 59 bis § 2 de la Constitution promulgué le 24 décembre 1970 [[Moniteur belge du 31 décembre 1980.]]attribue aux Communautés les compétences en matière culturelle et l'article 4 de la loi speciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 [[Moniteur belge du 15 août 1980.]] définit ces matières culturelles. Son 4^o y fait figurer le patrimoine culturel, ce qui implique l'archéologie en général ainsi que les musées. En ce qui concerne le patrimoine immobilier, le mode d'action privilégié de l'Administration du Patrimoine culturel réside dans la procédure de classement, soit comme monument soit comme site.

Celle-ci est organisée par la loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des Sites [[Moniteur belge du 5 septembre 1931.]], modifiée par le décret du 28 juin 1976 [[Moniteur belge du 10 septembre 1976.]]. Le champ d'application de ce décret, et donc la zone d'action de l'Administration qui a la charge de l'appliquer, est fixé par son article 1er à la région unilingue française du pays.

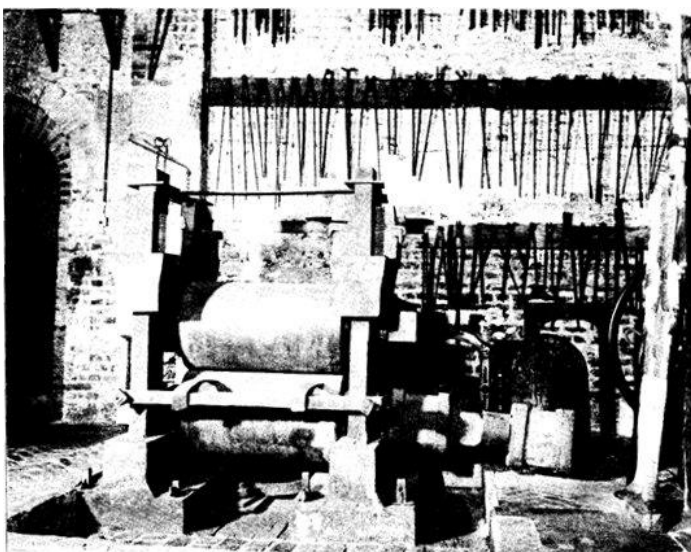
L'article 3 de la loi du 7 août 1931 définit la garantie opérée par un classement comme monument: « *Le propriétaire d'un monument ou édifice classé ne peut y apporter aucun changement définitif qui en modifie l'aspect avant d'y avoir été autorisé par un arrêté royal pris après avis de la Commission royale des monuments et des sites et du Collège des Bourgmestres et échevins* ». En cas de classement comme site, c'est l'arrêté de classement qui, en vertu de l'article 6 de la même loi, fixe les travaux interdits. Toutefois, il ne peut « *limiter la liberté du cultivateur en ce qui concerne les plantations et les cultures* ».

Dans ce cadre général, on peut maintenant tenter de situer les aspects particuliers de l'archéologie industrielle, de la sauvegarde du patrimoine industriel ancien.

Les motifs de classement (article 1er pour les monuments, article 6 pour les sites) peuvent relever de l'intérêt d'ordre historique, esthétique ou scientifique ainsi que d'ordre social depuis le décret de 1976. Il y a là les éléments suffisants pour classer un bâtiment ou un site relevant du patrimoine industriel. De fait, la liste des classements en la matière est longue et variée.

Le plus souvent, le classement opéré est celui d'un site. On y trouve:

- des terrils, comme ceux de Sainte-Henriette, Saint-Louis et Saint-Joseph à Mons (ancienne commune de Jemappes) [[Arrêté du 7 août 1976.]],
- des carrières, comme celles de Saint-Vincent à Soignies [[Arrêté du 30 juin 1982.]], Hubaut à Binche (ancienne commune de Waudrez)[[Arrêté du 14 mars 1979.]], Saint Remy à Rochefort [[Arrêté du 16 octobre 1975, avec extension le 7 juillet 1976.]], etc.,
- des fours à chaux, contre celui de la rue de la Lys à Tournai [[Arrêté du 17 avril 1980.]],
- des gares comme celle de Binche [[Arrêté du 24 mars 1978.]],
- le tunnel de Godarville à Seneffe [[Arrêté du 1er juin 1978.]],
- un pont métallique tournant qui enjambe l'ancien canal de Charleroi à Seneffe [[Arrêté du 7 novembre 1978.]].



Laminoir (1819). Musée de Fer et du Charbon, Liège.

Le classement comme monument existe également. C'est le cas:

- pour les forges, le pont-barrage, le four à chaux et les ruines à Léglise (ancienne commune de Mellier) [[Arrêté du 13 octobre 1980.]],

- pour les façades et la toiture du phalanstère, la tour n° 1, la salle des machines du charbonnage du Hasard à Visé (ancienne commune de Cheratte) [[Arrêté du 30 juin 1982.]], avec en sus un classement comme site pour la cite-jardin et le charbonnage,

- pour le pont levant et l'écluse du canal de l'Ourthe à Liège (ancienne commune d'Angleur)[[Arrêté du 20 mai 1983.]].

La distinction dans la procédure de classement entre monument et site ne relève pas seulement du vocabulaire. Outre une protection moins générale, mais qui peut être plus précise, le classement comme site offre une particularité: dans ce cas, aucun droit à une intervention pécuniaire publique n'est prévue pour des travaux de restauration, à la différence de ce qui se fait pour les monuments, dans des proportions qui varient entre 60 et 95 % pour la seule Communauté française, selon l'intérêt du bâtiment et la nature du propriétaire.

Deux autres remarques importantes s'imposent encore. Dans leur quasi totalité, ces classements de patrimoine industriel sont récents et ont rarement plus de dix ans. C'est le signe d'une prise de conscience assez neuve et qui paraît coïncider avec le déclenchement d'une récession économique qui se greffe en Wallonie sur une crise structurelle des industries traditionnelles. En outre, des lacunes étonnantes sont manifestes. Deux des joyaux de l'archéologie industrielle en Wallonie ne sont pas classés: Le Grand-Hornu à Boussu (ancienne commune d'Hornu), le quartier de Bois-du-Luc à La Louvière (ancienne commune d'Houdeng-Aimeries), dont le sauvetage, fort heureusement, est assuré par d'autres voies. C'est le résultat d'une politique qui est restée par trop sporadique, beaucoup plus que pour les bâtiments traditionnellement plus prestigieux (églises, châteaux).

Ce qui précède constitue sans nul doute le cœur de la défense du patrimoine industriel pour ce qui est de l'action des pouvoirs publics (en y ajoutant le rachat et la réaffectation en centre culturel et en musée de la sucrerie de Waterloo par la Communauté française).

Une autre façon de préserver le patrimoine, et qui en est souvent même la condition *sine qua non* si l'on veut arriver à une politique globale, c'est d'établir un inventaire de ce qui est à sauvegarder. Dans cette optique, le Ministère de la Communauté française a confié aux Archives d'architecture moderne le soin de procéder à l'Inventaire du Patrimoine industriel de Bruxelles (19 communes) (qui est terminé mais pas encore publié).

D'autres actions sont menées: différents musées sont subsidiés:

Musée de la pierre à Antoing, Musée du verre à Charleroi, Musée de la mine et Musée du clou à Fontaine-l'Évêque, Musée du fer et du charbon à Liège, Musée du papier à Malmédy, Musée du marbre à Rance, Musée du fer, archéologie industrielle, métallurgie ancienne à Saint-Hubert, Musée de la pierre à Sprimont, Musée du coticule à Vielsalm, Musée de la laine à Verviers. Deux musées de machines agricoles sont en préparation, signes d'un intérêt nouveau.

On touche ici à la protection du patrimoine mobilier, à coup sûr bien plus mal assurée que celle du patrimoine immobilier. La législation en la matière est plus succincte encore. Elle se limite aux articles 17 à 20 de la loi du 7 août 1931 qui prévoient un inventaire des objets mobiliers appartenant aux différents pouvoirs publics ainsi que leur protection. C'est dire que

toute liberté est ainsi accordée aux particuliers et aux responsables de sociétés négligents d'envoyer à la casse les témoins d'une activité peut-être révolue mais qui eut sa grandeur et conserve une valeur historique et un intérêt pour le présent.

La restauration du patrimoine mobilier est un fait rare mais réel. Ainsi la Communauté française a racheté et restauré les vitraux d'Antoine Carte de l'ancien charbonnage d'Hensies-Pommerœul et les a confiés à la Faculté Polytechnique de Mons.

Enfin, d'une manière générale, une activité de soutien et de propagande s'exerce par l'aide apportée à l'A.S.B.L « Patrimoine Industriel Wallonie-Bruxelles » qui coordonne depuis 1984 les efforts de nombreux groupements qui s'intéressent à l'archéologie industrielle et qui parfois ont entrepris la sauvegarde d'un site, d'une industrie en reprenant dans un but culturel et touristique un charbonnage, une ligne de chemin de fer, un canal, etc ...

Je parlais plus haut de l'intérêt pour le présent de ces préoccupations apparemment archéologiques et historiques. Cet aspect du problème me paraît fondamental. La Communauté française a le souci de redonner confiance à des régions dont les habitants ont perdu le souvenir de grandes réussites scientifiques, techniques et industrielles d'autrefois.

La défense du patrimoine industriel, c'est aussi la manifestation d'une volonté de retrouver l'énergie et les succès d'antan [[Cet article doit beaucoup à celui qui a été publié par Mme Ghislaine De Bièvre, Directeur de l'Administration du Patrimoine culturel dans le n° 1 (4ème trimestre 1984) de Patrimoine Industriel (Bulletin trimestriel de l'A.S.B.L. « Patrimoine industriel Wallonie-Bruxelles ») pp 8-9, sous le titre « *Activités de la Communauté française en matière d'archéologie industrielle* ».]].

DE HERWAADERING VAN HET INDUSTRIEEL ERFGOED : INSTITUTIONELE EN JURIDISCHE ASPECTEN IN HET VLAAMSE GEWEST

Jo DE SCHEPPER

Licentiaat in Kunstgeschiedenis en oudheidkunde Licentiaat Stedebouw, Ruimtelijke Ordening en Ontwikkeling Inspecteur Industrieel Erfgoed bij het Bestuur Monumenten en Landschappen.

Ministerie van de Vlaamse gemeenschap

Résumé

La mise en valeur du Patrimoine industriel : aspects juridiques et institutionnels en région flamande.

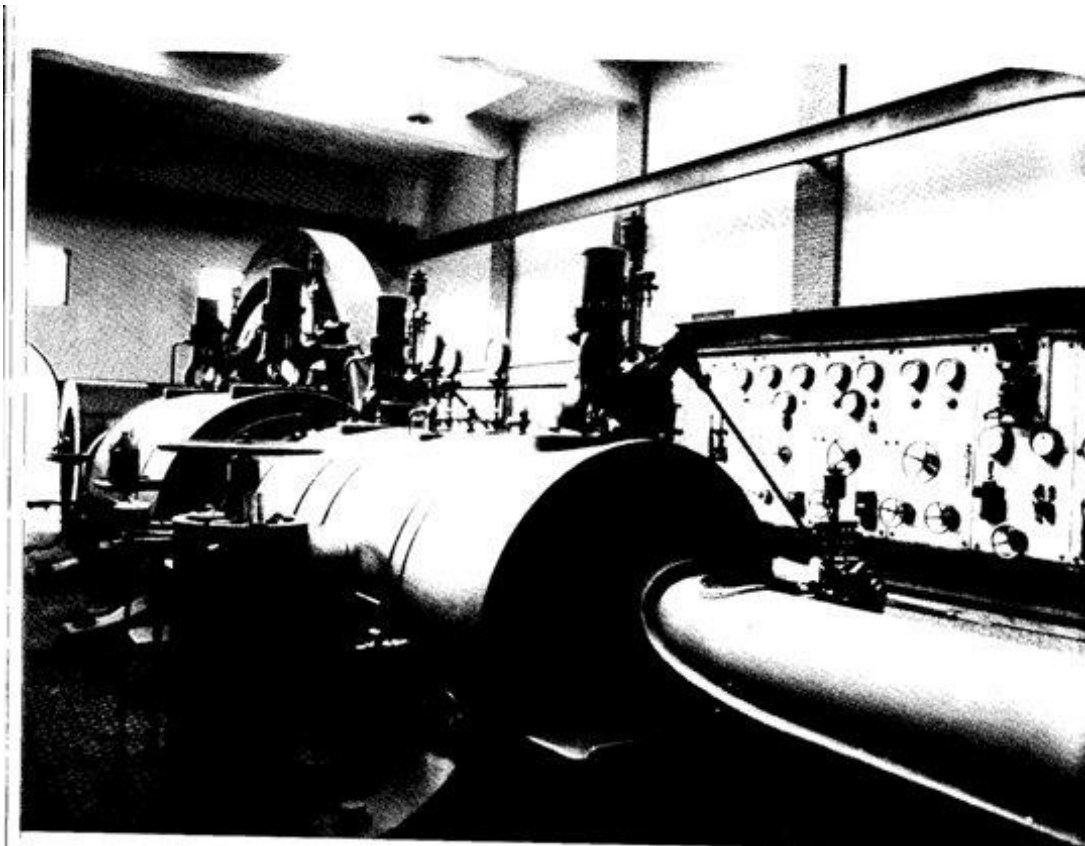
A partir des années septante, le secteur des « Monuments historiques » s'est montré très intéressé par le patrimoine industriel. Le caractère très intensif de l'inventaire, de l'évaluation et la promotion des monuments ayant une valeur sur le plan de l'archéologie industrielle d'un côté et le manque de gens actifs sur ce terrain de l'autre, impliquent la perte d'exemples très importants. Pourtant il se dessine un changement d'esprit: dans le cadre de la rénovation de bâtiments et de machines, on fait de plus en plus appel aux subventions dont peuvent jouir les propriétaires de monuments classés. La notion de « rénovation » est interprétable de façons très diverses.

En effet d'une part on peut distinguer la réutilisation pure et simple d'une construction industrielle, d'autre part, « rénovation » est aussi synonyme de « restauration » dans le dessein explicite de conserver les valeurs culturelles du monument. Une fois que l'option rénovation est choisie, le maître d'œuvre est confronté à des législations (ou une combinaison de lois) qui varient selon les cas.

En première position se trouvent les lois de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. Ainsi, les dispositions du plan régional peuvent avoir un effet très restrictif sur les choix concernant la réaffectation. Un décret supplémentaire et récent a rendu ces réglementations plus flexibles, ce qui dans l'avenir peut favoriser l'archéologie industrielle, mais au contraire ne répond pas toujours aux exigences écologiques.

Un autre problème est celui du patrimoine mobilier y compris les archives d'entreprise. En ce qui concerne la législation des Archives, on dispose de moyens trop limités. D'autre part, le décret sur le patrimoine culturel mobilier de 1982, qui est également applicable en faveur de la protection des archives, n'a jusqu'à maintenant pas encore été mis en exécution. La législation des musées sera au contraire adaptée: dorénavant les collections qui ont une valeur du point de vue de l'archéologie industrielle pourront être reconnues comme telles.

Les autorités devraient prendre des mesures de fiscalité et de subvention, orientées vers la conservation du patrimoine industriel. Dans la plupart des cas il suffit de faire des adaptations légales et administratives peu importantes. Mais là nous sommes les otages d'un changement de mentalité dont nous espérons qu'il soit en cours.



Izegem : tandem - compound - stoommachine van de elektrische centrale. Thans wettelijk: beschermd als monument. Restauratie aangevat.

1. Een eerste aanloop tot het behoud van het industrieel patrimonium : Monumentenzorg

Het is een bijna constant historisch gegeven dat de wetgevende macht socio-culturele en andere maatschappelijke ontwikkelingen met vertraging, via een juridisch/administratieve basis erkent en bevestigt. Zo ging het ook met de erkenning van het cultureel belang van het industrieel patrimonium.

Enkele jaren na de invoering van de industriële archeologie in België, werd het « Decreet tot bescherming van monumenten, stads- en dorpsgezichten » op 3.3.76 bij Koninklijk Besluit uitgevaardigd. Hierin staat dat monumenten, stads- en dorpsgezichten ook om reden van hun industrieel-archeologische waarde kunnen gerangschikt worden. Dat in het Vlaamse Gewest monumentenzorg als eerste de industriële archeologie een veilig en wettelijk onderkomen biedt, is niet zomaar toevallig.

De omstandigheden waren toen inderdaad in een gunstige zin geëvolueerd. Onder de impuls van een verjongde monumentenzorg - de oprichting van de Rijksdienst voor Monumenten- en Landschapszorg was hier niet vreemd aanen ingevolge de toenemende regionalisering van de bestuursmateries was men inderdaad aan een aangepaste wetgeving toe.

Bovendien waren Kunst en Geschiedenis met een hoofdletter niet langermeer de enige blikvangers.

Acties in het kader van het Monumentenjaar 1975 en de tentoonstelling « En toen kwam de machine » (Passage 44 - Brussel) propageerden bij het grote publiek ook het kleinschalige, het « onesthetische », het recente en het industriële artefact.

2. Na de intenties, het beleid

Het feit dat eerst in 1976 de industriële archeologie wettelijk en institutioneel aan bod komt, zou ten onrechte kunnen doen veronderstellen dat daarvóór geen monumenten met industrieel-archeologische waarde worden gerangschikt.

Niets is minder waar !

Zo werden er tussen 1931 [[De wet van 7.8.1931 op he! behoud van monumenten en landschappen bepaalde het behoud van wat in *historisch, artistiek of wetenschappelijk opzicht* van nationaal belang was. Het decreet van 1976 kadert in deze wet, die geldig blijft voor de Brusselse Agglomeratie en voor de bescherming van landschappen.]]en 1975 een 150-tal windmolens, 6 watermolens en 24 andere voorbeelden van industrieel erfgoed wettelijk beschermd.

Vóór 1973 hadden de beschermers vooral oog voor de esthetische of volkskundige waarde ervan.

Dit laat zich ook illustreren door de wijze waarop bijvoorbeeld windmolens meestal werden gerestaureerd : namelijk als fraaie, landschappelijke elementen en niet als machines.

Vanaf 1973 gaat het vrij vlug een andere toer op : een grotere en diversere groep monumenten uit de industriële periode komt voor bescherming in aanmerking; de restauratiedossiers met

betrekking tot de molens worden systematisch op de tot doel gestelde maalvaardigheid getoetst.

De oorspronkelijke functie van de industriële artefacten wordt dus impliciet mede beschermd.

Het decreet van 1976 maakt de uitvoering van deze beleidslijn op ondubbelzinnige wijze mogelijk.

Dit weerspiegelt zich duidelijk in de statistieken betreffende de periode 1976-1981 : de bescherming van 21 bedrijven en gebouwen en van 8 machines illustreert de stroomversnelling.

Deze kan echter het tempo waaraan objecten en gebouwen verdwijnen, niet bijhouden.

Ook ligt de nadruk nog op de windmolens, terwijl de watermolens eveneens een stijgende belangstelling kennen.

Deze trend zet zich door in de periode 1982-84 : de meeste windmolens zijn nu beschermd, het beschermd watermolenpatrimonium breidt zich aanzienlijk uit, maar inzake de meer industriële bedrijfstakken valt een zekere stagnering waar te nemen.

Dit verschijnsel kan o.i. uit volgende oorzaken voortvloeien :

- het Bestuur Monumenten en Landschappen (B.M.L.) [[In 1972 wordt de Rijksdienst voor Monumenten- en Landschapszorg (R.M.L.Z.) opgericht.

Deze dienst wordt operationeel vanaf 1973.

De Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen - Nederlandstalige Sectie - stelt zich onmiddellijk positief op tegenover de industrieel-archeologische beschermingsvoorstellen van de R.M.L.Z. In 1983 wordt de R.M.L.Z. in de Vlaamse Administratie opgenomen onder de benaming : Bestuur Monumenten en Landschappen (B.M.L.). Het B.M.L. bezit een « afdeling industrieel erfgoed », opgericht in 1977.]] gaat zeer selectief te werk (zie verder);

- het beleid verleent aan het aspect « toekomst- en herbestemmingsperspectieven » een iets zwaarder gewicht dan voorheen (zie verder);

- ook worden er noodgedwongen méér inspanningen en tijd besteed aan de opvolging van de reeds beschermde monumenten.

Dit bestaat o.a. in het opzoeken en stimuleren van behoudsbevorderende initiatieven;

- méér en méér doet men beroep op het B.M.L., afd. industrieel erfgoed, ook voor wat de instandhouding van niet-beschermde industriële goederen aangaat. Dit soort vrijblijvende dienstverlening bevordert een gunstig klimaat t.a.v. het industrieel erfgoed in het algemeen;

- aangezien het inventariseren [[Het industrieel erfgoed wordt systematisch opgenomen in de inventarissen « Bouwen door de eeuwen heen, in Vlaanderen », uitgegeven door het Ministerie van Cultuur.

Het samenstellen van gedetailleerde tematische inventarissen per bedrijfstak, zou echter de evaluatie van het industrieel erfgoed in hoge mate vergemakkelijken.]], evalueren,

propageren en renoveren van het industrieel erfgoed zeer arbeidsintensieve taken uitmaken, moet worden vastgesteld dat te weinig personen met deze opdrachten belast zijn.

Belangrijk is ook dat grotere gebieden om hun industrieel-archeologische waarde als stads- of dorpsgezicht kunnen gerangschikt worden.

Een mooi voorbeeld is het steenbakkerijenlandschap op de linker Rupeloever te Boom, waarvan een beschermingsprocedure eerstdaags wordt ingeleid.

Werken in gerangschikte dorps- en stadsgezichten kunnen niet van overheidswege gesubsidieerd worden.

Daarentegen openen zich Interessante financiële perspectieven wanneer een gebied gerangschikt en terzelfdertijd als herwaarderingsgebied erkend wordt.

Hier speelt dan het Besluit van de Vlaamse Executieve dd. 30:3.83 [[De subsidiëring gaat van 30/50 % (privé-initiatief) tot 60 % (overheidsinitiatief). Het Besluit van 30.3.83 bepaalt de erkennings- en betoelagingsmodaliteiten voor herwaarderingsgebieden.]]: ook de herwaardering van oude industriële of leegstaande handelsruimten komen voor subsidie in aanmerking.

3. Het roerend patrimonium

Een afzonderlijke vermelding verdient het « decreet houdende bescherming van het roerend cultureel patrimonium (Executiefelijk Besluit van 17.11.1982); het betreft alle roerende voorwerpen of verzamelingen in privé-of in overheidsbezit, niet onroerend door bestemming; die o.a. om reden van hun industrieel-archeologische waarde voor rangschikking in aanmerking komen.

Naast werktuigen en afgewerkte producten kunnen ook archieven in principe op deze wijze, in situ, beveiligd worden.

In deze zin kunnen wij spreken van o.a. een aanvulling op de Archiefwet.

Het voormeld decreet werd echter nog niet toegepast.

Wel hoopt men binnenkort met de rangschikking van een aantal vaartuigen te kunnen starten.

Het mangelt echter nog aan de nodige uitvoerings- en procedurebesluiten.

Een pluspunt daarentegen is, dat Vlaamse Gemeenschap gedeelten van de St. Bernardusabdij te Hemiksem voor het opslaan van losse en onmogelijk *in situ* te bewaren industrieel-archeologische objecten ter beschikking heeft gesteld.

4. De evaluatie van het industrieel erfgoed :

basis voor een rangschikkingbeleid

Het rangschikken van industriële gebouwen, al dan niet van hun technische installaties ontdaan, impliceert evaluatie en selectie. Dit gebeurt door het B.M.L op basis van vergelijkend inventariswerk. Voorkeur genieten de zgn. volledige fabrieken.

Het betreft gehelen waarvan zowel gebouwen als de productieketens vanop industrieel-archeologisch standpunt positief geëvalueerd worden.

Helemaal interessant wordt het wanneer deze fabrieken, « ondanks » hun historische waarde, nog dagelijks in werking zijn.

Waar daarentegen enkel nog de gebouwen overblijven, moeten deze, om voor bescherming in aanmerking te komen, sprekende voorbeelden van bedrijfsarchitectuur zijn.

Bij de keuze van een te volgen beleid stelt zich al gauw de vraag of nu alle waardevolle voorbeelden moeten gerangschikt worden. De ervaring heeft geleerd dat een strikt omlijnd antwoord, zowel in de maximalistische als in de minimalistische richting, wel eens tot een moeilijk vol te houden beleidskeuze zou kunnen leiden.

Bij het innemen van standpunten moet men dus ook rekening houden met verschillende variabelen zoals :

- op de eerste plaats : de relatieve industrieel-archeologische waarde; voor de bepaling ervan is het noodzakelijk dat verschillende gelijkaardige artefacten met elkaar vergeleken worden.

Ingangen hierbij zijn : ouderdom, exemplarische waarde m.b.t. een bepaald aspect (bedrijfstak, productiemethode, eindproduct, behuizing, enz...) of m.b.t. een bepaalde voorbijgestreefde fase uit de technologische en/of socio-economische evolutie; zeldzaamheid; geografische ligging en zo meer;

- de localisatie : het ligt voor de hand dat het behoud van een steenbakkerij in de Rupelstreek aan betekenis wint omdat de localisatie verwijst naar de belangrijke historische en socio-economische rol die de « Boomse steen », de « Boomse pannen » en de « Boomse tegels » in het dagelijks leven hebben gespeeld.

Dit mag echter niet uit het oog doen verliezen dat ook andere regio's om hun baksteenproductie bekend stonden;

- de schaal van het bedrijf(sgebouw) : hoe groter de schaal, hoe zwaarder de problematiek m.b.t. de (her)bestemming, het onderhoud, de financiële gevolgen... gaat doorwegen;

- de toekomstperspectieven : bestaan er REËLE KANSEN dan na de rangschikking, het monument in kwestie ONDERHOUDEN, desgevallend GERENOVEERD wordt ?

Ook hier dringt zich de vergelijking tussen verschillende kandidaatmonumenten zich op.

Onoordeelkundige toepassing van de aspecten « schaal » en « toekomstperspectieven » kan echter een degelijk beleid, dat zich werkelijk bekommert om het behoud van een zo breed mogelijke waaier van waardevol industrieel erfgoed, doen ontsporen.

In het licht hiervan wordt ernaar gestreefd te voorkomen dat een tijdelijk gebrek aan perspectieven (financiële mogelijkheden, geïnteresseerde opdrachtgevers) tot bewijslast tegen het behoud (in casu rangschikking) van een monument wordt verheven.

Het statuut van wettelijk beschermd monument kan inderdaad positieve resultaten stimuleren, dit gezien de gunstige subsidieregeling. Dit sluit echter niet uit dat met zin voor realisme wordt tewerk gegaan.

5. Restaureren

Wij hadden het reeds over een gunstige subsidieregeling inzake de restauratie van gerangschikte monumenten.

Wanneer men het subsidiëringsbesluit (Vlaamse Executieve 1.7.1982) [[De subsidiëring wordt geregeld door het « decreet houdende de bekrachtiging van het Besluit van de Vlaamse Executieve van 1 juli 1982 tot bepaling voor het Nederlandse taalgebied van de verdeling der kosten voor werken aan beschermde monumenten dd. 17.11.1982 ».]] bekijkt, valt op dat tot 90% (Vlaamse Gemeenschap, provincie, Gemeente) van de werken subsidieerbaar is.

Tevens bestaat er een regeling « spoedprocedure voor de subsidiëring van werken aan beschermde monumenten », waarbij de Vlaamse Gemeenschap tot een maximale som van 600.000 F bijdraagt [[Besluit van de Vlaamse Executieve dd. 27.3.85 (ter vervanging van het Min. Besluit van 21.10.80).

Uitzonderlijk kan deze som tot 2.000.000 F opgetrokken worden.]].

Binnen een maand na de datum van de aanvraag kunnen de werken beginnen. De administratieve procedure volgt.

Met deze regeling worden niet enkel daken gedicht en goten hersteld maar kan ook de voorstudie van een grondige restauratie gesubsidieerd worden.

De spoedprocedure kan méér dan eens op eenzelfde monument toegepast worden : wanneer het gaat om werken die uitgevoerd worden aan afzonderlijke delen van een monument die een entiteit vormen of wanneer de werken van uiteenlopende aard zijn en het aangewezen is dat ze aan terzake gespecialiseerde aannemers worden toevertrouwd.

Het valt niet te betwijfelen dat reeds heel wat eigenaren van gerangschikte monumenten hier dankbaar gebruik hebben gemaakt.

Maar in het algemeen moet toch aangeklaagd worden dat de budgetten die voor monumentenzorg worden uitgetrokken te klein zijn. Dit is vreemd wanneer men bedenkt dat de vrij arbeidsintensieve restauraties uitstekende werkverschaffers zijn en méér dan 60% van de toegekende subsidies weer in de staatskas belanden [[Zie hierover: *Witboek van het Cultureel Onroerend erfgoed*, Koning Boudewijnstichting, Brussel 1981, pp. 37 e.v.]].

6. Renoveren, al dan niet met herbestemming

Restauratie impliceert een bepaalde wijze van restaureren.

Een poging om dit nader te verklaren brengt ons tot de wijze waarop men bij renovatie industriële gebouwen met hun inboedel benadert. Renovatie is inderdaad een vlag die verschillende ladingen kan dekken.

Laten we enkele van deze « ladingen » even op een rijtje plaatsen.

- *Renovatie als herbruik, ontmanteling tot ruwbouwconstructie en aanpassing.*

Het betreft hier een onhistorische optie : het behoud van elementen met enige documentaire waarde op het industrieel-archeologisch vlak berust op louter toeval.

Het nieuwe uitzicht verdoezelt het verleden van het gebouw.

Een dergelijke aanpak heeft geen betekenis voor de kennis van ons industrieel verleden.

- Renovatie als herbruik, herstel en bescheiden aanpassing van het gebouw zonder voorafgaandelijke samenhangende architecturale conceptvorming.

a) Deze beperkte aanpak kan het gevolg zijn van een gebrek aan financiële middelen en/of gewoon van onverschilligheid.

Renovatie bestaat dan in het bij vb. herstellen van bedakingen, goten, ramen ...

Meestal gaat het hier over zeer tijdelijke vormen van herbestemming. Deze hebben wel het voordeel dat snel verval voor enige tijd wordt voorkomen en dat het uitzicht van het gebouw waarschijnlijk niet van zijn historische inhoud wordt ontdaan. De vraag stelt zich of we dan wel van « renovatie » mogen gewagen.

b) Wanneer de « bescheiden » benadering daarentegen wel van een voorafgaandelijk totaalconcept uitgaat, kunnen wij reeds spreken van:

- Renovatie als herbruik, herstel en aanpassing met het oog op herbestemming, met bewust behoud van materiële verwijzingen naar het verleden van het gebouw. De architecturale benadering van het gebouw gaat uit van conceptvorming, waarbij men nog bestaande elementen tot hun recht laat komen in combinatie met nieuwe elementen.

Hoofdzaak blijft de architecturale vertaling van een herbestemmingsprogramma waarbij bestaande (historische) elementen een functionele en/of decoratieve en/of historisch-verwijzende rol toebedeeld krijgen.

Het tonen van elementen met een documentaire waarde, t.a.v. het industrieel verleden van het gebouw, blijft secundair.

- Renovatie als restauratie

Met restaureren wordt dan bedoeld : het voorbereiden en uitvoeren van werken die tot doel hebben de culturele waarden, waaronder de documentaire, van een monument te behouden en/of te herstellen en/of te versterken.

In dit geval zal het herstel van het gebouw als historisch gegeven voorrang kennen boven de aanpassing ervan naar een secundaire bestemming toe.

Het herstel kan zich bvb. ook beperken tot het herstellen van dakgoten en het aanbrengen van explicatieve aanwijzingen, m.a.w. men legt nadruk op de documentaire waarde via een « museale » ingreep.

Men kan ook aan nog in werking zijnde bedrijven, via bepaalde handelingen, een museale functie geven. « Restaureren » moet dan eerder in overdrachtelijke zin gezien worden als het plaatsen in hun historische kontekst van bepaalde industriële activiteiten, de goederen die hiervoor gebruikt worden en de arbeid die gepresteerd wordt.

Naargelang een bouwheer voor één van deze alternatieven kiest, zal hij in meerdere of mindere mate met de vigerende wetten geconfronteerd worden.

7. Gebruik en hergebruik van industriële gebouwen als hinderlijke bedrijven en de Ruimtelijke Ordening

Het renoveren van al dan niet voormalige industriële vestigingen, kan niet zonder interferentie tussen de (her) bestemming en de planologische schikkingen van plannen van aanleg, hetzij het gewestplan, hetzij een Algemeen of Bijzonder plan van aanleg [[Wet van 29.3.1962 houdende organisatie van de Ruimtelijke Ordening.

- Koninklijk Besluit betreffende de inrichting en de toepassing van de ontwerp-gewestplannen en gewestplannen van 28.12.1972.]].

Inderdaad, wij kunnen ervan uitgaan dat een bedrijfsgebouw werd gepland met het oog op het specifiek, zuiver utilitair en functioneel gebruik ervan.

Bijgevolg zouden wij hieruit kunnen afleiden dat het, waar mogelijk, de voorkeur verdient om, in het kader van behoud, tevens de oorspronkelijke of aanverwante activiteiten in het gebouw onder te brengen. Stedebouwkundige voorschriften kunnen dit echter verbieden.

Met name de schikkingen van de plannen van aanleg zijn hier bepalend.
Zo kan door stadsuitbreiding, een onderneming in een woonzone op het gewestplan zijn komen te liggen.

De vergunning om bepaalde verbouwingen uit te voeren kan dan op grond hiervan geweigerd worden. Ook door toepassing van de wetgeving op de hinderlijke, ongezonde en gevaarlijke inrichtingen [[Zie hierover: Algemeen Reglement van de Arbeidsbescherming (ARAB), Titel I.]]] kan de overheid weigeren de uitbatingsvergunning verder te verlengen. Wat de wetgeving op de ruimtelijke ordening aangaat, werd de wet van 29.3.1962 « houdende organisatie van de Ruimtelijke Ordening en de Stedebouw » met betrekking tot het Vlaamse Gewest behoorlijk wat versoepeld, dit via de uitvaardiging, van het decreet « houdende aanvulling van de wet van 29.3.1962 » (aangenomen door de Vlaamse Raad op 28.6.84).

Hoewel bij het stemmen van dit decreet (uiteraard) niet in het minst aan het industrieel erfgoed werd gedacht, kan dit laatste nochtans hieruit voordelen halen, en dit in het licht van wat wij hiervoor reeds schreven.

Dit zgn. « mini-decreet » staat toe dat ver- of herbouwen of uitbreiding van bestaande gebouwen gunstig worden geadviseerd, óók waar het een afwijking van de voorschriften van een ontwerp-gewestplan of gewestplan betreft.

Een bedrijfsgebouw mag daarenboven een volume vermeerdering van 100 % van het bestaande volume ondergaan.

Dit zou de bedrijfsleiders ertoe kunnen aanzetten om hun bedrijven die toevallig ook een industrieel-archeologische waarde bezitten, niet te verlaten en er zelfs nieuwe bestemmingen voor uit te denken. Enig controlemiddel om na te gaan hoe waardevolle gebouwen worden verbouwd ontbreekt in deze regeling echter. Het behoud van een eventuele industrieel-archeologische waarde is dus niet verzekerd.

Wij stellen bijgevolg voor dat op het niveau van de Vlaamse Gemeenschap, dergelijke dossiers niet enkel door het Bestuur Ruimtelijke Ordening, maar ook door het B.M.L beoordeeld worden.

Dit moet gemakkelijk te regelen zijn, daar beide Besturen van eenzelfde administratie deel uitmaken.

Laten wij ook hopen dat de belangen van de industriële archeologie en ecologische doelstellingen dan niet met elkaar in conflict komen.

8. Wat met het « Fonds voor Industriële Vernieuwing » ?

Bij K.B. van 15.12.1978 werd in de oprichting voorzien van een « Fonds voor Industriële Vernieuwing ».

Het vond zijn oorsprong in het herstructureringsplan, dat in die periode voor de staalnijverheid uitgewerkt werd.

Onder druk van een aantal omstandigheden, budgettaire en Europese, werd het F.I.V. op 29.12.1982 bij volmachtsbesluit bevroren om bij K.B. van 10.10.1984 onder een nieuwe vorm weer te verrijzen.

Het « nieuwe F.I.V. » heeft volgende opdrachten :

1. deelname in de financiering van reconversieprojecten in de reconversiezones Limburg, arrondissementen Ieper, Veurne en Diksmuide. Het reconversieproject moet bijdragen tot de industriële reconversie door middel van investeringen in materiële vaste activa voor o.a. de ontwikkeling van nieuwe producten en technologieën. Ook wordt een verbeterde bescherming van het leefmilieu, vernieuwing en verbreding van het industrieel weefsel binnen de betrokken zone beoogd. De voorziene stimuleringsmaatregelen bestaan in : ofwel een kapitaalbreng van de overheid ofwel fiscale voordelen;
2. tussenkomst in de financiering van projecten die door de openbare investeringsmaatschappijen worden aangepakt;
3. de mogelijkheid dat de gewesten projecten via een « super-saldo » extra steunen, weliswaar enkel voor de aangelegenheden waarvoor de gewesten krachtens de bijzondere wet van 8 augustus 1980 « tot de hervorming van de instellingen », bevoegd zijn.

Het nieuwe F.I.V. heeft vooral economische bekommernissen op het oog, maar is in mindere mate ook uit verbetering van het welzijn (leefmilieu).

Beschikken wij hier over een geschikte gelegenheid om economische en culturele doeleinden, publieke en industriële belangen aan elkaar te koppelen?

Zo zou de overheid in bepaalde gevallen [[Deze gevallen kunnen bijvoorbeeld op advies van het Bestuur Monumenten en Landschappen worden aangeduid.]]de besteding van gemeenschapsgelden zeker kunnen koppelen aan de eis om *binnen de behoeften van een efficiënte bedrijfs lay-out* bestaande waardevolle gebouwen of objecten maximaal te respecteren [[Hiervan bestaan er spontane voorbeelden zoals : SANTENS N.V., Watermolenweg 2-4 te Oudenaarde, gevestigd in een textielfabriek van rond 1900]].

Zeker waar de Vlaamse Gemeenschap tussenkomt, moet dit via een « industrieel-archeologisch » supersaldo haalbaar zijn.

Dit zou er op neer komen dat bedrijven die oud en nieuw op verantwoorde wijze willen integreren, op een extra-toelage beroep kunnen doen. Uiteindelijk komt wat wij voorstellen slechts neer op de aanpassing van een bestaand wettelijk kader en van het samenwerkingsverband tussen verschillende bestaande administraties en de privé-sector.

9. De archiefwet : papier is niet zo gewillig...

Archieven zijn alle documenten die worden opgemaakt voor de werking van een instelling en in functie van haar taken.

Ook bedrijven worden als instelling beschouwd en... bezitten archieven bij tonnenmaat.

De archiefwet van 24.6.1955 verplicht hen niet tot inlevering bij het Rijksarchief.

Heel wat bedrijven verwaarlozen dan ook hun archieven met alle gevolgen van dien : vernieling, verdwijning ervan na stopzetting van het bedrijf of verspreiding.

Ook bestaat bij heel wat bedrijfsleiders wantrouwen tegen mogelijke onbescheiden speurneuzen, wat dan resulteert in weigerachtigheid ten aanzien van opname door het Rijksarchief of, in het beste geval, tot het uitzuiveren van de over te brengen stukken, zelfs van ogenschijnlijk onbenullige documenten [[Zie hierover J. Verhelst, De archiefwet en haar uitvoering, in: Monumenten en Landschappen, 2e jg. nr. 6 nov.-dec. 1983.]].

Toch moeten mogelijke schenkers weten dat er bij contract voldoende waarborgen mogelijk zijn voor de vrijwaring van de « privacy ». Wij kunnen dus hopen dat hieraan en aan het archiefwezen in het algemeen méér ruchtbaarheid gegeven wordt.

In de veronderstelling echter dat nu alle bedrijven milde archiefschenken gaan doen, zullen zowel het personeelsbestand als de beschikbare ruimte gevoelig moeten toenemen.

Hierbij nemen wij aan dat de overheid met de nodige middelen over de brug komt.

Een andere en soms even opportune mogelijkheid wordt geboden door de toepassing van het decreet op het roerend cultureel patrimonium van 1982 (zie hoger).

Bij bescherming in situ blijven de archieven immers onder het (bij wet geregeld) beheer van de eigenaar in kwestie.

Het kan, in het kader van een cultureel project, inderdaad wenselijk zijn dat bepaalde archieven ter plaatse behouden blijven.

Particuliere en gemeenschapsbelangen zijn dan weer eens verzoend.

10. Het industrieel erfgoed en de wetgeving op de musea

Volledigheidshalve moeten wij ook de museum-wetgeving vermelden hoewel dit aspect elders in dit Witboek uitvoeriger ter sprake komt.

Laat ons volstaan met te vermelden dat de huidige wetgeving (K.B. 22.4.1958) slechts toelaat subsidies toe te kennen aan musea die niet van de Staat afhangen en die betrekkingen hebben op *kunsten of letteren*.

Technische of industrieel-archeologische musea vallen dus uit de boot.

Wat het Vlaamse Gewest betreft is er wel een nieuw decreet in de maak. Het industrieel-erfgoed worden hierin *wel* als volwaardig beschouwd. Onnodig te vermelden dat ook hier de overheid te weinig kredieten voorziet.

11. Bijkomende mogelijkheid op betoelaging[[Over Europese regelingen kunnen wij het vooralsnog nog niet hebben. Dit valt buiten het bestek van dit artikel.

Wel willen wij verwijzen naar de regelingen in het kader van het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling : bepaalde tewerkstellingsprojecten kunnen hiermee gesubsidieerd worden, wat voor het industrieel erfgoed een laterale steun kan betekenen. Waarom zouden aldus projecten, die oudere of ambachtelijke technieken op economische basis toepassen, niet kunnen gepromoveerd worden ?

Ook hiermee is de industriële archeologie uiteraard gebaat.]]

a. Het Regentsbesluit van 2 juli 1949 bepaalt de staatstussenkomst inzake toelagen voor het uitvoeren van werken door provincies, gemeente, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand (thans OCMW), kerkfabrieken en verenigingen van polders of van wateringen.

De werken die voor subsidiëring in aanmerking komen, zijn o.a. : Culturele- en sportinfrastructuurwerken.

Zowel de aankoop als de aanpassingswerken met het oog op de inrichting van openbare bibliotheken, culturele centra, jeugdtehuizen, schouwburgen en musea kunnen voor 60 % van het totale bedrag worden gesubsidieerd en dit door de Vlaamse Gemeenschap na 8.8.1980 (bijzondere wet tot hervorming der instellingen).

Hierin zitten dus ook mogelijkheden, wanneer een industrieel gebouw tot een van de voormelde bestemmingen wordt uitgebouwd.

b. Hetzelfde regentsbesluit bepaalt dat ook de aanleg en de geschiktmaking van groene ruimten voor 65 % van het total bedrag kan gesubsidieerd worden. Dit slaat dus ook op de inrichting van fabrieksterreinen in openbaar bezit.

Ook hier moeten wij tot onze spijt vaststellen dat de budgetten werden ingekrompen, hoewel in tijden van crisis het openbaar welzijn uiteindelijk beter dient te worden gecompenseerd dan voorheen.

Besluit

Uit het hierboven geschetste beeld kan men afleiden dat wij over een vrij volledig arsenaal aan wetten, decreten en instellingen beschikken. Toch zijn de resultaten voor wat het behoud van het industrieel erfgoed betreft, niet zo denderend.

Ten eerste moeten wij helaas vaststellen dat het belang van de cultuursector nog altijd schromelijk onderschat wordt, zowel door de overheid als door de particuliere sector. Dit uit zich in een tekort aan financiële middelen en aan mankracht. Zo ook wat het industrieel erfgoed aangaat. De overheid moet, in samenspraak met de particuliere sector méér middelen vrij maken en het behoud van het industrieel erfgoed, zowel via rechtstreekse subsidiëring als via fiscale faciliteiten, stimuleren.

Ten tweede kan de cultuursector zich moeilijk uit zijn geïsoleerde positie loswerken. Cultuur wordt nog te veel als een elitair en marginaal fenomeen beschouwd, los van het alledaags welzijn en van de « belangrijker » sociale, economische en technologische actieterreinen.

Dit heeft voor gevolg dat beslommingen van strikt culturele aard buiten de cultuursector geen rol spelen, zoals wij bijvoorbeeld bij de studie van de economische overheidsmaatregelen kunnen vaststellen.

Betrekkelijk kleine aanpassingen in de bestaande wetten en de institutionalisering van uitgesproken samenwerkingsverbanden tussen de verschillende diensten en andere instanties kunnen de gewenste integratie van de verschillende sectoren, waaronder de cultuursector, bevorderen.

Wij zijn er ons echter van bewust dat één en ander een mentaliteitsverandering bij alle betrokkenen zal noodzaken. Recente ontwikkelingen wijzen ten andere reeds in die richting. Tenslotte zou het aantal rangschikkingen moeten kunnen opgevoerd worden.

Hiertoe moeten eveneens de nodige middelen ter beschikking gesteld worden, zowel financieel als op het vlak van het personeelsbestand. Zo zou het oprichten van een leningfonds (goedkope leningen) de aankoop door initiatiefwillige particulieren van gerangschikte of te rangschikken industriële monumenten stimuleren en aldus de rangschikkingsprocedures zelf bevorderen.

Bibliografie

- De Schepper J., *Van molenbezorgdheid tot molenzorg*, in: *Levende Molens*, 2de jg., nr. 2 en ibidem, 2de jg., nr. 3 (1979).

- Idem, *Die mooie molen bedreigd*, in : *Open Deur*, 1978, nr. 4-5.

- Idem, *Herstel en restauratie van wind- en watermolens*, in : *Bouwkundig Erfgoed in Vlaanderen*, nr. 57, maart 1980.

- Idem, *De Frans-Belgische Moeren: enkele gegevens aangaande de windgemalen*, in : *Monumenten en Landschappen*, 1ste jg., nr. 3, maart 1982.

- Idem, *Algemene molenzorg in Vlaanderen*, referaat in : *Kultureel Jaarboek 1980*, Provincie Oost-Vlaanderen.

- Idem, *The care of windmills in Flanders: outlines of an energetic management. Faith and Reality*. Gent, VVIA Publishing 1984.

- Bauters Paul, *Eeuwen onder wind en wolven; windmolens in Oost-Vlaanderen*, Gent 1985.

RESTAURATION ET REHABILITATION DES OBJETS, MUSEES ET SITES

Jacques LIEBIN

Directeur de l'Ecomusée Régional du Centre

Samenvatting

Restauration et réhabilitation van voorwerpen, musea en historische plekken.

In deze crisistijd, met economische ombouw en herstructuratie, stelt zich het probleem van redding en in het licht stellen van ons industrieel patrimonium zeer sterk.

De keuze is steeds complex. Alleen een pluridisciplinaire bestudering zal ons toelaten duplicaten te voorkomen en de nodige complementariteiten te verzekeren.

De steenkooldelving is hiervoor een goed voorbeeld. Bewaring en restauratie van het « Bois-du-Luc » complex toont hoe ingewikkeld het probleem is. andere industriële sectoren worden eveneens besproken. Het blijkt noodzakelijk zich vooral te oriënteren naar revalidatie met een economische of sociale functie, om een betere integratie in het kader van het hedendaagse leven te bekomen.

Redding en behoud van voorwerpen impliceert sensibilisatie van de patronale milieus en het aanzetten tot schenkingen. Daarna moeten die voorwerpen ook nog op een levendige manier worden tentoongesteld. Historici, archeologen, ingenieurs, arbeiders en ambachtslieden, pedagogen, architecten en decorateurs, enz., allen dienen in gezamenlijk beraad en constante overweging, samen te werken op het gebied van zowel restauratie als revalidatie.

En cette période de crise, de transformation et de restructuration économiques, le problème du sauvetage et de la mise en valeur du patrimoine industriel se pose de manière aigüe.

A l'occasion du Cinquième Colloque national sur le Patrimoine industriel qui se tenait à Alès (France) en octobre 1983, Louis Bergeron, Vice-Président du CILAC [[Comité d'Information et de Liaison pour l'Archéologie, l'Etude et la Mise en valeur du Patrimoine industriel, 48, rue Saint-Lambert, F-75015 Paris.]], tint à souligner que l'histoire du patrimoine industriel est, aussi, la préservation d'un capital humain et d'un capital technique que le réaménagement de l'espace ou la reconstruction économique ne doivent pas jeter dans les oubliettes.

A l'occasion de l'Année européenne du Patrimoine architectural, le Conseil de l'Europe insistait déjà sur le fait qu'il fallait non seulement conserver et restaurer, mais surtout réaffecter les bâtiments à une fonction vivante, afin qu'ils s'intègrent dans le cadre de la vie de la société européenne.

L'étude scientifique du patrimoine industriel immobilier ayant été entreprise, il reste toutefois à la structurer et à la compléter[[Voir ci-dessus: Jacques Liébin, *Le patrimoine immobilier*.]].

Se pose alors (ou parallèlement) le problème de sa conservation. Le choix est complexe et s'avère particulièrement difficile en période de crise. Il est évidemment impossible de tout conserver. Une étude pluridisciplinaire permettra d'éviter les doubles emplois et d'assurer les complémentarités indispensables.

Le thème charbonnier nous paraît exemplaire à ce sujet. En Wallonie, la fermeture des charbonnages a frappé les esprits par son côté irrémédiable. La tendance a d'abord été de vouloir conserver au hasard d'actions individuelles ou collectives. La propriété étant privée, le coût financier aurait été exorbitant par rapport, bien souvent, à l'intérêt de l'opération. Aujourd'hui, des choix ont sagement été opérés et des complémentarités existent, de Blégny-Trembleur au Grand-Hornu, en passant par Bois-du-Luc et les musées de la mine de Fontaine-l'Evêque et de Wasmes.

A ce niveau, la conservation et la restauration du site charbonnier du Bois-du-Luc (La Louvière) montrent la complexité du problème. En juin 1973, la Société des Charbonnages du Bois-du-Luc qui fête cette année son tricentenaire [[Bois-du-Luc 1685-1985, Ecomusée régional du Centre, La Louvière, 1985, 180 pages.]], ferme son dernier siège d'exploitation. Le site du Bois-du-Luc, établi au milieu du 19^e siècle, consolidé jusque dans les premières années du 20^e, et qui constitue un témoignage unique de la révolution industrielle, risquait de disparaître. Le sauvetage du site industriel proprement dit fut le but premier du Centre hennuyer d'Histoire et d'Archéologie industrielles. Racheté par l'Etat en 1979, celui-ci est restauré, dans le cadre de l'Assainissement des Sites charbonniers, de 1981 à 1985. La remise en état de l'extérieur des bâtiments posait d'emblée le problème de la destination de l'ensemble. Le report des décisions en matière de réaffectation du site n'a pas toujours permis la restauration souhaitée, malgré les relations officieuses entre les architectes et le C.H.A.I. L'ensemble abrite aujourd'hui le premier écomusée institutionnalisé dans la Communauté française de Belgique et s'avère devenir un lieu de recherche, de réflexion, de rencontre et d'animation. Mais pendant 10 ans, que d'inquiétudes, que de déconvenues ...

La focalisation affective sur le charbon risquait de négliger une sidérurgie wallonne en pleine restructuration. La naissance prochaine de l'A.S.B.L. Archéologie industrielle de la Sambre, à Charleroi, permettra sans doute de combler un vide dans ce domaine.

Dans une démarche parallèle, il faut citer le travail effectué à Bruxelles par l'A.S.B.L. La Fonderie [[Rue de la Colonne, 1 à 1080 Bruxelles.]] qui aménage le site de la « Compagnie des Bronzes » en un musée de l'histoire industrielle et sociale de la région bruxelloise.

L'exposition itinérante que réalise le Patrimoine industriel Wallonie-Bruxelles (P.I.W.B.), s'efforcera de souligner la variété des réalisations effectuées ou projetées.

Le souci de conservation ne doit cependant pas figer une région en empêchant sa reconversion. S'il est normal de transformer certains bâtiments industriels en musées vivants, il est nécessaire de s'orienter surtout vers la réhabilitation à fonction économique ou sociale: entreprises nouvelles, centres d'artisanat, coopératives de production, centres de recherche[[Au Bois-du-Luc, un Centre de Recherche en Fonderie a été installé dans l'ancienne fonderie du charbonnage.]], logements [[La rénovation des Carrés du Bois-du-Luc, malgré sa lenteur, nous paraît un bon exemple de réhabilitation d'un habitat ouvrier ancien (1838-1853).]], etc, en respectant au maximum les formes architecturales existantes. A ce niveau, le P.I.W.B. devrait mener une politique réfléchie en matière de classement.

Parallèlement au problème de la protection et de la réhabilitation du patrimoine immobilier, se pose également celui du sauvetage et de la conservation des objets de toutes natures. Les grandes expositions nationales ou internationales à Bruxelles, Liège, Charleroi ou Gand, attestent bien souvent, au travers de leur testament iconographique, de l'image du « déjà perdu ». Que de machines, parfois exemplaires uniques du génie de nos ingénieurs et du savoir-faire de nos ouvriers, qui se transforment en ferraille sous la chaleur d'un chalumeau, ou en bois à brûler!

Ici aussi une action efficace doit être menée. Pour éviter les doubles emplois, il est nécessaire d'établir de toute urgence l'inventaire de ce qui est conservé; déterminer ensuite les carences afin de mener les projections nécessaires.

Si l'outil se trouve déjà rangé dans la panoplie de quelques antiquaires, donc négociable, la machine, quant à elle, reste liée à sa valeur en mitrailles ... Mais, sensibilisés par la prise de

conscience actuelle, les liquidateurs d'entreprises jouent parfois déjà le jeu de la surenchère. De toute façon, il faut compter de nombreuses heures de démontage et des frais de transport conséquents.

Si l'on veut éviter la disparition de ces témoins d'une évolution technologique extraordinaire, il est urgent de sensibiliser les milieux patronaux, de les inciter aux donations, maintenant que des lieux de conservation existent.

L'action menée depuis de nombreuses années par le Cominois Simon Vanhee vient de trouver sa concrétisation dans l'inauguration, le 20 juillet 1985, du Musée de la Rubanerie, déjà trop à l'étroit dans son cadre actuel, une ancienne salle de bal.

La machine est aussi témoin. L'appareillage, les procédés de fabrication ou de mise en œuvre, le savoir-faire forment un ensemble indissociable de l'objet lui-même.

La machine est aussi mémoire. Son sauvetage doit s'accompagner, quand c'est possible, du témoignage de ceux qui l'ont utilisée ou qui y ont été soumis.

Une fois sauvés et restaurés, les objets seront présentés, de manière vivante, dans des lieux où le visiteur pourra toucher, peser, manier. Avec eux, le musée devient lieu d'animation et de réflexion. L'apport se révélera particulièrement appréciable au niveau de l'enseignement technique en permettant de mesurer l'évolution s'inscrivant à l'intérieur du développement industriel.

Au Bois-du-Luc, l'Ecomusée régional du Centre met en place un Centre d'Interprétation de la Vie charbonnière. On peut aussi suivre l'exemple du Musée du Textile de Fourmies [[Ecomusée de Fourmies-Trélon (France), rue François Deleplace, F-5910 Fourmies.]] où une coopérative de production a été créée et qui permet de faire revivre partiellement l'activité d'une ancienne usine textile.

On peut enfin assurer un développement touristique de qualité grâce à l'utilisation de trains à vapeur et de tramways anciens, alliée à la conservation de lignes ferroviaires ou vicinales désaffectées.

Une réflexion suivie ainsi qu'une concertation générale réunissant historiens, archéologues, ingénieurs, ouvriers et artisans, pédagogues, architectes et décorateurs, etc. nous paraissent éminemment nécessaires tant dans le domaine de la restauration que dans celui de la présentation ou dans celui de l'animation.

RESTAURATIE EN RENOVATIE VAN HET INDUSTRIEEL ARCHEOLOGISCH PATRIMONIUM

Roland WISSELS

voorzitter TICCIH-Belgium

Projectleider-coördinator van het Nationaal Jenever Museum

Résumé

En raison de l'approche purement esthétisante de notre Service de protection des monuments, le patrimoine archéologique industriel n'a été que très récemment découvert et considéré

comme monument. C'est principalement dans le monde anglo-saxon que le patrimoine constitué par les bâtiments industriels a été pris en considération dans la nouvelle politique en matière de monuments et sites. La réaffectation y est un des éléments essentiels de la sauvegarde de ce patrimoine pour les générations futures.

En Belgique, il serait souhaitable que les Autorités prennent la décision de donner à l'initiative privée une motivation supplémentaire, de telle sorte que le secteur de la conservation culturelle ne soit plus seul à s'en occuper, mais que la réutilisation des biens industriels aide à conserver pour la postérité les traces de la révolution industrielle.

Pas sinds de zeventiger jaren waait er een nieuwe wind in onze beschermingspolitiek van monumenten en landschappen. Tot dan toe ging de interesse uitsluitend naar het traditioneel historisch patrimonium waarbij ouderdom, zeldzaamheid en vooral de kunsthistorische kwaliteiten de belangrijkste maatstaven waren om aldan niet tot het behoud ervan over te gaan. De oude fabriek, de arbeiderscité, een industrielandchap pastten immers niet in de criteria die een louter esthetische benadering van mooi-lelijk vooropstelden. Dat was immers het erfgoed uit de 19e eeuw, wat na de Tweede Wereldoorlog niet meer voldeed aan de nieuwe industriële ontwikkeling, die toen werd ingeleid; nieuwe eisen van uitbating en woonkwaliteit werden vooropgesteld waarin de oude fabriekspanden, veelal vergroeid met de oude woonkernen en de errond gegroeide bewoning niet meer pasten. Nieuwe industriegebieden geprojecteerd buiten de traditionele woonzones werkten de aftakeling in de hand; ingeval van stopzetting van het vroegere bedrijf volgde logischerwijze een kettingreactie met verkrotting van de hele omgeving.

Omwille van die louter esthetische benadering, ging men aan het historisch belang voorbij.

Begrijpelijk is trouwens ook de vooringenomenheid van de vorige generatie en vooral de beleidsverantwoordelijken tegenover die industriële panden, voor velen in het stadsbeleid een symbool van pauperisme en arbeidersstrijd.

Dat een industrieel pand ook de dag van vandaag niet steeds in de stedelijke conserveringspolitiek past, werd bewezen te Brugge waar medio 1985 het unieke complex van de oude Gist- en Spiritusfabriek, ondanks heel wat protest en een globaal structuurplan, onder de slopershamer viel. Het behoud ervan zou een bewijs geweest zijn « dat Brugge geen sprookjesstad wil zijn » [[Linters A. ea. *Industriële Archeologie-Renovaties*, Gent 1985.]].

Toch geeft dat industrieel-archeologisch patrimonium ons een beeld van de ontwikkeling van de industriële maatschappij, waar deze generatie de directe erfgename van is, een « achteruitkijkspiegel » voor de derde industriële revolutie.

Tijdens het monumentenjaar 1975 werden voor het eerst vragen gesteld naar het sociaal-historisch belang van dat onroerend industrieel patrimonium : de oude jeneverstokerij Stellingwerff- Theunissen werd als het eerste fabriekspand als monument beschermd, toen een belangrijk symbool in de strijd om het behoud van het industrieel patrimonium [[Kidney W.C. Tamera Stichting vzw. mededelingsblad nr. 1 jrg. 1 p. 3-14, Hasselt 1974.]].

Eerder dan in andere landen was echter in Engeland een beweging op gang gekomen tot behoud van het industrieel erfgoed. Inherent aan het behoud werd ook al vrij vlug de vraag gesteld naar hergebruik. Dit hergebruik is trouwens niet nieuw want reeds tijdens de vroegindustriële periode in de Franse tijd werden verbeurd verklaarde kerkelijke bezittingen zoals kloosters en abdijen door de nieuwe industriëlen opgekocht.

Grootschalig als zij waren boden zij voldoende ruimte tot herinrichting als werkplaats of pakhuis[[Wissels R., *Een industrieel-archeologisch museum te Hasselt* in Hasselt tussen korrel en borrel Hasselt, 1981, p. 79-84.]].

Dus uitermate belangrijk voor het voortbestaan van dat industrieel patrimonium, is de functie.

Al vrij vlug ontstond in de Angelsaksische landen het besef dat als garantie voor het behoud naar een al dan niet nieuwe functie moest gezocht worden. Het industrieel-archeologisch patrimonium kan immers na restauratie en (of) renovatie een ruimere betekenis krijgen voor alternatief hergebruik.

Beide manieren van aanpak, restauratie en renovatie bezitten hun eigen implicaties.

Restauratie met eerbied voor vroeger materiaal, structuur en techniek is mogelijk wanneer het gebouwenbestand nog aan zijn functie voldoet en mits een beperkt aantal ingrepen de huidige technische ontwikkeling kan volgen, zoals bijvoorbeeld o.a. watermolens, stokerijen en brouwerijen, kleinschalige bedrijven uit de agro-industriële sector. Restauratie is tevens een voor de hand liggende keuze indien het industriële pand een zeldzaamheidswaarde heeft, en een industrieel-archeologisch monument vormt. Dan wordt de mogelijkheid geboden een « levend » museum uit te bouwen waar aan de bezoeker de mogelijkheid geboden wordt het vroegere productieproces mee te « beleven ». Dit biedt tevens de mogelijkheid restauratie- en uitbatingskosten (ten dele) te recupereren. In de Angelsaksische wereld is dit een formule die veel aanhang vindt bij de talrijke stichtingen begaan met het behoud en de exploitatie van het industrieel erfgoed.

Renovatie daarentegen stelt zich op de eerste plaats wanneer het complex of pand een belangrijke beeldbepalende en stedenbouwkundige waarde heeft. Enerzijds kan dan door een herwaardering en aanpassing van de vroegere functie het geheel een nieuwe dimensie krijgen, anderzijds kan door een aantal bouwkundige ingrepen het geheel een totaal nieuwe functie krijgen en bijdragen tot de her- en opwaardering van het pand en zijn omgeving.

Met de groeitentoonstelling over het hergebruik van industriële panden, sinds februari door de VVIA (Vlaamse Vereniging voor Industriële Archeologie Vlaanderen-Brussel) georganiseerd onder de titel « Industriële Archeologie-renovaties », wil deze overkoepelende Vlaamse Vereniging deze ontwikkeling stimuleren, via de tentoonstelling van een aantal projecten en reeds voltooide realisaties.

Vooraf in dit opzicht is er ten opzichte van het buitenland (vooral Engeland en de oostkust van de V.S.A.) heel wat achterstand op te halen. In het kader van de door de overheid gelanceerde campagne voor stads- en dorpsrenovatie zou zeker de lokale overheid door pilootstudies en -projecten een belangrijke stimulerende rol kunnen spelen door betoelaging én bij aankoop én bij renovatie ter beschikking te stellen.

Zoals aangegeven in de voormelde VVIA-brochure « is een der meest zinvolle alternatieven voor industriële panden, het verzekeren van hun voortbestaan als productie-entiteit en de uitbouw van bedrijf tot bedrijvencentrum ».

Een andere mogelijkheid tot behoud is het zoeken naar alternatieven, of het voorstel van een gemengde functie waar wonen, werk, en ontspanning een onderkomen vinden.

Van deze « Adaptive reuse » bestaan een aantal geslaagde realisaties te Lowell, Massachusetts, U.S.A., waar een aantal oude textiel fabrieken een dergelijke metamorfose

doormaakten [[Kidney W.C. *Working Places. The adaptive use of industrial buildings; 1976.*]] [[Kidney W.C. *Historic preservation of engineering works, New York 1978.*]].

Ondanks een aantal remmende factoren zoals de lokalisatie van het complex, een soms nadelige kosten-batenanalyse, de omvang of structuur van het complex en de constructie, worden we voor de keuze gesteld om aan het geheel een zinvolle bestemming te geven of daarentegen te slopen en te vernietigen. Slechts een beperkt aantal zinvolle realisaties ontgroeiden het projectstadium zoals het Rijkscentrum Hoger Kunstonderwijs te Etterbeek (een gerenoveerde drukkerij), de Brouwerij te Bekkerzeel, het Provinciaal museum voor Moderne Kunst te Oostende (een voormalig grootwarenhuis). Het is duidelijk dat vooral de lokale overheid hier haar verantwoordelijkheid niet zou mogen ontlopen zodat het privé-initiatief een extrastimulans zou krijgen. (cfr. U.S.A).

Voor wat betreft de cultuur-conserverings politiek lijkt de laatste jaren de lokale overheid een aantal eerste stappen ondernomen te hebben. Enkele belangwekkende projecten werden gerealiseerd, andere zijn in uitvoering : het Museum voor Oude Technieken te Grimbergen, het Hopmuseum te Poperinge, het Vlasmuseum te Kortrijk, het Jenevermuseum te Hasselt. Andere projecten die op stapel stonden bleken niet gerealiseerd : zo zijn in Gent blijkbaar alle kansen verkeken om ooit het Textielmuseum in een oude spinnerij onder te brengen.

Ook het bedrijfsleven nam een eerste initiatief : het Brouwerijmuseum Martens te Bocholt. Terwijl een aantal stichtingen in de juridische vorm van V.z.w., zich niet alleen tot één concreet gebouw alleen beperkten : de v.z.w. Molenzorg in Limburg, het Ecomuseum en Archief van de Boomse Baksteen in de Rupelstreek. Vooral voor het type « levens museum » lijkt een grote toekomst weggelegd omwille van zijn didactische waarde; het kan als archief en documentatiecentrum een belangrijke aanvulling worden naar het huidige bedrijfsleven toe, en bezit tevens de mogelijkheid om naar het hinterland toe als een soort « decentraliserend moedermuseum » te evolueren om andere projecten te helpen valoriseren en te animeren, en zich niet als een exemplarisch thematisch museum, tot een « egoïstische » collectievorming te beperken.

Op hun manier kunnen deze gedecentraliseerde projecten een nieuw elan geven aan een zich heroriënterend toeristisch beleid waarbij, zoals aangetoond in het V.V.I.A.-rapport, het industrieel-archeologisch aanbod een grote leemte kan opvullen.

POUR UN ENSEIGNEMENT DE L'ARCHEOLOGIE INDUSTRIELLE

Henri DELREE

*Directeur divisionnaire honoraire des Mines,
Président du Conseil d'Administration du
Musée de la Vie Wallonne*

René LEBOUTTE

*Docteur en Histoire
Conservateur-adjoint du Musée de la Vie Wallonne
Section Musée du Fer et du Charbon*

Samenvatting

Pleidooi voor een onderwijs in de industriële archeologie

Ondanks enkele pioniersinitiatieven, blijft het onderwijs van de industriële archeologie in ons land het arme broertje. Dit valt nog meer op wanneer men de aanzienlijke voorsprong overweegt die Engeland op dit gebied heeft genomen. Het programma van het postgraduaat in de Industriële Archeologie aan het *Institute of industrial Archaeology* (Iron bridge en University of Birmingham) verdient overdacht te worden...

Het is tijd om bij ons, niet alleen een programma voor academisch onderwijs van de Industriële Archeologie aan te bieden, maar ook om een onderwijscyclus voor een ruim publiek op te zetten, onder de vorm van een *Open Universiteit*.

Celui-ci implique d'abord une réflexion théorique en profondeur sur la nature et la place de cette jeune discipline au sein des sciences humaines. Est-ce parce que cette réflexion théorique n'a pas encore suffisamment mûri chez nous que l'archéologie industrielle brille par son absence dans les programmes universitaires et autres? Sans doute, mais l'heure est venue de prendre conscience qu'un tel vide joue en notre défaveur et fait de nous des parents pauvres, vis-à-vis des pays anglo-saxons notamment.

C'est pourquoi il faut rendre hommage à ceux qui, chez nous, se sont efforcés de promouvoir l'enseignement de l'archéologie industrielle. Le Professeur Jan Dhondt à l'Université de Gand, le Professeur Marinette Bruwier à l'Université de Mons, le Professeur Jacques Stiennon à l'Université de Liège ont ouvert la voie en inscrivant l'archéologie industrielle au programme de leurs cours. Quant à Monsieur Georges Van den Abeelen, ses conférences, ses publications ont fait découvrir à un large public une discipline qui ne peut rester confinée dans de petits cénacles.

Malgré ces heureuses initiatives, l'archéologie industrielle demeure encore affaire d'apprentissage « sur le tas », par essais et par erreurs (qui, parfois, coûtent cher). Aujourd'hui, il s'agit de prendre conscience que, si l'archéologie industrielle ne parvenait pas à atteindre la nécessaire étape de la synthèse, de la structuration, si elle ne parvenait pas à transmettre les acquis, à élaborer ses méthodes, elle risquerait de disparaître.

Les sources de l'archéologie industrielle sont d'une approche difficile, ses méthodes sont complexes, parfois rebutantes. C'est pourquoi un solide cours de méthodes ne paraît nullement superflu. Toutefois, cela n'est pas suffisant. Il suffit de lire l'un ou l'autre parmi les centaines d'ouvrages anglo-saxons pour se rendre compte à quel point l'archéologie industrielle se situe au carrefour de plusieurs disciplines relevant de l'histoire (histoire des techniques, histoire économique et sociale), de la géographie, de la sociologie, des sciences appliquées, des sciences de l'environnement, de la muséologie... Bref, l'archéologie industrielle exige une approche interdisciplinaire. Elle s'inscrit dans une étude de la culture matérielle [[Alfons Thijs, *Industrial archaeology as a branch of the study of the history of material culture, some theoretical and methodological considerations*, dans *Revue Belge d'Histoire Contemporaine*, t. VI, 1975, 1-2, pp. 145-157.

J. Pazdur, *L'histoire de la culture matérielle en Pologne*, dans *Annales, Economies, Sociétés, Civilisations*, t. 17, 1962, pp. 75-84.]]. C'est d'ailleurs cette conception de culture matérielle qui préside à l'essor et au succès croissant des éco-musées industriels, tels que celui du Creusot ou, chez nous, du Bois-du-Luc [[J. Liébin, *Le site industriel du Bois-du-Luc, base de l'Ecomusée régional du Centre*, dans *Bois-du-Luc 1685-1985*, La Louvière, 1985, pp. 127-129 (la notion d'Ecomusée).]].

L'enseignement de l'archéologie industrielle reste à inventer en Belgique. Il doit dépasser le cadre, indispensable certes mais trop restreint, d'une simple initiation aux techniques

élémentaires du *survey*. Il paraît tout désigné pour servir de programme à une *Open University* qui utiliserait les ressources des médias afin de toucher un vaste public.

A ce propos, le programme de postgraduat en archéologie industrielle de l'*Institute of Industrial Archaeology* mérite réflexion. Cet institut d'enseignement a été créé en 1978 à l'initiative de l'*Ironbridge Gorge Museum* et de l'*University of Birmingham* en vue de former des diplômés universitaires en archéologie industrielle qui seraient aptes non seulement à diriger des travaux sur le terrain, des campagnes de fouilles et de restaurations, mais aussi à assurer conservation et la mise en valeur du patrimoine industriel. Le programme comprend donc non seulement des cours d'archéologie industrielle, mais aussi des cours de muséologie et de management. Dans les cours sur l'histoire de l'industrialisation et des techniques, l'accent est mis sur les repercussions des innovations techniques sur l'environnement d'une part, sur la société d'autre part, de sorte que l'histoire économique et sociale et la géographie historique sont intégrées à l'archéologie industrielle. Quant aux cours de méthodes et de techniques, ils concernent bien entendu le *survey*, les fouilles et le dégagement des sites archéologiques, l'établissement de plans et relevés, la conservation et la restauration. Ils portent aussi sur l'utilisation des archives, des documents iconographiques, sur les techniques de l'interview et sur l'histoire orale. Une large place est réservée à la législation en matière de conservation des monuments et sites, à la muséologie, au management des sites et musées. enfin, ce programme est accompagné de travaux pratiques, de *fieldworks*, de visites de sites industriels. A l'issue de ce cycle, l'étudiant est amené à rédiger une thèse. Parmi les récents sujets choisis, citons: « le rôle des projets de conservation des sites industriels dans l'industrie touristique du nord du Pays de Galles, 1950-1980 », « la conservation et la réaffectation des bâtiments industriels à Telford New Town », « les archives des compagnies d'assurance comme sources pour l'histoire de l'industrie » [[The Institute of Industrial Archaeology. Master's and diploma courses, Ironbridge Gorge Museum, Ironbridge, Telford, Shropshire TF8 7AW, U.K.]].

Le postgraduat de l'Institute of Industrial Archaeology s'adresse bien sûr aux ressortissants britanniques, mais il est accessible aussi aux étudiants étrangers.

Voilà un exemple qui mérite réflexion ...

LE TOURISME ET L'ARCHEOLOGIE INDUSTRIELLE

Jean DEFER

Ingénieur civil des mines

Directeur du Complexe Touristique

du Charbonnage de Blégny- Trembleur

Samenvatting

Het tourisme en de industriële archeologie.

De industriële archeologie is de kunst om een industrieel oord min of meer recent, te bewaren. Met de bedoeling het te tonen aan het publiek niet alleen ter ontspanning maar vooral met een didactisch doel. De industriële archeologie herinnert de generaties eraan wat het werk, het sociale leven, de sociale economische invloed van een verdwenen industrie is.

Het gekozen oord moet ontgonnen kunnen worden en het voorbeeld van de steenkoolmijn van Blegny-Trembleur toont aan dat een industrie die zijn deuren sluit, kan veranderen in een toeristisch oord.

De talrijke moeilijkheden moeten overwonnen worden, maar de goede wil moet leiden tot een goede afloop.



Tourisme « archéo-industriel » à la mine de Blegny- Trembleur.

Conserver un site archéologique industriel et l'exploiter pose de nombreux problème.

Il faut tout d'abord trouver un promoteur.

Que ce soit un individu, une association de fait, une ASBL, ces personnes doivent connaître l'industrie concerné, et vouloir réussir quelque chose dans une région souvent en difficulté.

Il faut vaincre les réticences des industriels qui craignent que la conservation de machines ou de site soit onéreuse ou contraignante, du monde syndical qui craint la démythification du travail (surtout pour les métiers difficiles) en le montrant tel qu'il est au grand public, du monde ouvrier qui voit son entreprise fermée pour eux et réouvrir pour d'autres, du monde administratif qui voit des activités non prévues par la législation troubler leur quiétude.

Il faut enfin trouver des autorités intéressées par le projet et qui sont d'accord d'investir non seulement pour assurer la conservation, mais surtout pour garantir le nouveau fonctionnement.

Le choix du site à conserver est difficile, il doit être le prototype d'une industrie et il doit se trouver dans un environnement permettant de créer attractions supplémentaires. Les autorités amenées à choisir sont souvent confrontées à des dossiers établis non pas en fonction de critères objectifs, mais souvent teintés d'esprit de clocher ou de régionalisme. Lorsque le choix est fait, la conservation doit se décider le plus rapidement possible, avant la détérioration du site. Des premiers investissements assureront une première exploitation. L'aménagement du site doit se faire progressivement en fonction des besoins de la clientèle.

La limite entre le site archéologique et le parc d'attractions est difficile à déterminer. Si le site permet de retenir les visiteurs pendant une journée, une restauration et des distractions seront assurées, tout en gardant au côté sérieux de la visite sa priorité et en l'adaptant à l'âge des touristes.

Le site conservé est en général en dehors des curiosités touristiques habituelles. Ce fait impose aux responsables de susciter le réflexe de la visite du nouveau site, non seulement chez les organisateurs de voyages, mais aussi chez les individuels.

Le contact avec les différentes clientèles est déterminant. A chacun une information spécifique s'avère utile, un responsable de groupe scolaire n'étant pas sensibilisé par les mêmes arguments que le responsable d'un club de danse qui fait sa sortie annuelle.

Le choix du personnel est important, car une autre mentalité doit être instaurée. Aussi l'ancien personnel n'est en principe pas réengagé, sauf le personnel technique et les guides qui, de préférence, seront des anciens ouvriers. Le contact avec la clientèle, la recherche de nouveaux clients, la découverte de nouvelles attractions sont importants.

L'expérience vécue au charbonnage de Blegny-Trembleur montre les problèmes que l'on rencontre lorsque l'on transforme une industrie en complexe touristique. Pourtant l'ASBL qui fut le promoteur de cette idée avait déjà depuis quelques années l'expérience touristique et elle connaissait sur une plus petite échelle les problèmes de ce secteur.

En effet, le charbonnage de Blegny-Trembleur en 1973 autorise l'exploitation de la ligne vicinale Blegny-Warsage par l'ASBL Comté de Dalhem qui veut faire découvrir par un moyen original de transport le Pays de Herve si méconnu des touristes. C'est ainsi que naquit « Li Trimbleu ». Rapidement l'ASBL complète cette exploitation par l'apport d'une plaine de jeux et d'un musée à Mortroux montrant la vie régionale, la fabrication du fromage de Herve, ainsi qu'une collection de charrettes. Au charbonnage, départ du train touristique, on construisit un restaurant.

En 1977, l'annonce de la fermeture du charbonnage prévue pour 1980 rendit inquiets les responsables de l'ASBL quant à leur avenir. Profitant de l'ouverture faite par Monsieur le Gouverneur de la Province de Liège qui désirait maintenir le souvenir de l'industrie charbonnière dans la région liégeoise, les dirigeants de l'ASBL proposèrent le maintien du

charbonnage de Blegny- Trembleur non plus en extrayant du charbon, mais en l'aménageant dans le but de visiter. Avec l'aide de la Fédération du Tourisme de la Province de Liège et du Commissariat Général au Tourisme, ces dirigeants parvinrent à surmonter tous les obstacles qui furent nombreux et convaincre la Province de Liège et la Communauté Française du sérieux du projet et de son intérêt.

En 1979, les autorités provinciales décidèrent le rachat des installations du charbonnage et en 1980, la Communauté Française décida elle aussi d'investir.

Le Charbonnage ferma ses portes le 31 mars 1980 et les touristes descendirent pour la première fois le 1er juin de la même année.

Le Roi inaugura officiellement les installations en présence de nombreuses personnalités le 6 juillet 1980.

Depuis lors un long chemin fut parcouru, non seulement en améliorant le visite elle-même par l'ajout de machines en mouvement, en y incluant la visite d'une partie des installations de surface, mais surtout en y ajoutant toute une série de distractions.

Le Complexe présente à sa clientèle une série d'attractions tel que golf miniature, go-kart, kart-cross, bi-cross, plaine de jeux, ainsi qu'un engin unique en Europe qui permet de monter sur le terril et de découvrir un splendide panorama.

Le but principal des promoteurs étant de maintenir l'image réelle du travail du mineur, la présentation didactique du complexe apparut comme un élément important. Aussi depuis deux ans une équipe d'enseignants rédige des documents qui permettent non seulement aux enseignants de préparer la visite, mais également aux enfants de travailler avec des cahiers pédagogiques préparés à leur intention. Pour la saison scolaire 1985-1986, le livre du maître ainsi que les cahiers des trois degrés de l'enseignement primaire sont à la disposition des écoles qui veulent visiter le charbonnage. Les manuels destinés à l'enseignement secondaire seront prêts dans le courant de l'année 1986. Des classes vertes sont également organisées dès septembre 1985; elles permettront non seulement la découverte du charbonnage, mais également une approche du Pays de Herve.

L'archéologie industrielle fait partie du patrimoine au même titre que les œuvres d'arts ou les monuments. Elle a en plus l'avantage de nous parler de nos aïeux, de nous montrer comme ils vivaient avec leur peine, leur joie, et surtout comment ils ont forgé notre présent.

L'archéologie industrielle ne consiste pas à conserver des sites ou des collections uniquement pour les chercheurs ou les spécialistes, elle doit être conçue surtout pour être mise à la disposition du grand public. D'autres sites doivent être sauvés et exploités et nous pensons que l'exemple du charbonnage de Blegny- Trembleur peut aider à susciter ces sauvetages.

KAN HET TOERISME ONS INDUSTRIEEL ERFGOED REDDEN?

Jet VAN HOUT

Licenciaat in geschiedenis

Projektcoördinator van Vlaamse Vereniging voor Industriële Archeologie

Résumé

Le tourisme peut-il sauver notre patrimoine industriel?

Rendre les sites accessibles et attrayants est un élément important de la sauvegarde du patrimoine. Ce qui vaut pour les monuments classiques vaut évidemment aussi pour les témoins de la Révolution industrielle. Des exemples étrangers en ont fait la démonstration. Le tourisme, étant lui-même un phénomène de la période post-industrielle, peut donc devenir un élément de sauvegarde des restes de ce passé.

En introduisant un nouveau thème, le processus historique de production, nous pouvons sauver les traces matérielles et les autres témoins de ce passé récent et enfin le redécouvrir. En répondant à ce besoin qu'ont la plupart des touristes de visiter l'une ou l'autre chose quand ils voyagent, on peut aussi lui présenter notre patrimoine industriel, moyennant une adaptation au caractère propre des visiteurs et de la région.

Souvenons-nous encore du fait que le passé industriel peut être un des éléments les plus importants des relations publiques de l'entreprise.

1.1. Inleiding

Het belang van het toerisme op economisch vlak is algemeen bekend.

De rol die het toerisme speelt bij het conserveren van het patrimonium is eveneens reeds bestudeerd. Door het openstellen en het attractief maken van sites voor bezoekers werkt men niet alleen mee aan het behoud, maar ook aan de renovatie en het hergebruik van dit erfgoed.

Wat opgaat voor kathedralen, stadhuizen en paleizen gaat ook op voor industrieële monumenten. De grote verscheidenheid van overblijfselen van de industriële revolutie dwingen respect af op plaatsen waar zij in de toeristische belangstelling staan en genieten er dan ook daadwerkelijk bescherming. Buitenlandse sites zoals Ironbridge (Engeland), New Lanark (Schotland), Le Crousot / Monceau-les-Mines (Frankrijk) en Lowell (Ver. Staten) tonen dit aan. Het ontsluiten van de desolate industriële regio Nord/Pas-de-Calais (Frankrijk) brengt deze streek opnieuw tot leven. « ... Ensuite, par sa réhabilitation, il (le patrimoine industriel) redynamise une région et participe au développement local. Il devient un centre de rencontre d'animation et mobilisant une grande partie de la population » [[T. O'Driscoll. *Tourisme et patrimoine*. In *Forum, Conseil d'Europe*, n° 24, 1984, p. 3-4.

H. Behague. *Itinéraires pour découvrir le patrimoine industriel*. In *Forum, Conseil d'Europe*, n° 24, 1984, p. 14-15.]].

1.2 Toerisme is een kultuurverschijnsel

De mensen reizen om te ervaren wat er in de mode is, en deze mode verandert. In de loop van de geschiedenis kwamen steeds andere plaatsen en onderwerpen in de toeristische belangstelling te staan. De mode, bepaald door de maatschappij waarin de mensen leven, draagt de sporen van zijn tijd.

De industriële revolutie veranderde de samenleving en het levenspatroon van de mensen grondiger dan ooit te voren was gebeurd. Er ontstonden andere behoeften en nieuwe technieken boden onbegrenste mogelijkheden.

Op het einde van de 18e eeuw kende men in de industriële ontwikkeling van Groot-Brittannië de heroïsche fase wanneer « toeristen » naar plaatsen als Cromford, Etruria en Ironbridge trokken, om er in bewondering te staan voor de fantastische zaken die zij er zagen.

Naast de interesseverschuiving veranderde ook het publiek. De oude landadel werd aangevuld met een groep welgestelde industriëlen. De rijke bovenlaag zocht naar nieuwe ontspanningsvormen.

De spoorwegen en verbeterde transportinfrastructuur lieten voortaan grotere en comfortabelere verplaatsingen toe. Steeds meer mensen ontdekten de trein, die hen toeliet voor eigen plezier het land te doorkruisen. De eerste reisgidsen verschenen (Defoe, Murray en Baedeker). Thomas Cook organiseerde de eerste toeristische uitstap per trein in 1841 en legde daarmee de basis van het moderne reisbureau en de tour-operator. Rond het einde van de 19e eeuw beschikte Europa over een groot spoorwegnet en een uitgebreide toeristische infrastructuur[[M. Kusters. *Focus op toerisme*. 's Gravenhage, 1981, p. 4-13.]].

1.3 Het industrieel erfgoed is een toeristisch braakland

Daar waar in andere delen van Europa een industrieel toerisme bestaat, is dit in Vlaanderen nog steeds niet ingeburgerd. Bij ons bestaat er op dit vlak nog steeds de grootste leemte die men zich kan indenken. Als tweede geïndustrialiseerde land ter wereld, na Groot-Brittannië, heeft België nog een enorme rijkdom aan overblijfselen uit het industrieel verleden. Deze relikten liggen, in Vlaanderen, in bepaalde mate gekoncentreerd in gebieden waar weinig toerisme aanwezig is. Ze verkeren in verval of worden gesloopt. Nochtans bestaat er ook bij ons een toenemende interesse voor dit onderwerp.

1.4 Het toerisme helpt het industrieel erfgoed ontdekken

Industriële archeologie werd vroeger gedefinieerd als een studie die zich bezig hield met het onderzoek, het optekenen en het inventariseren (soms ook het behouden) van industriële monumenten. The International Committee for the Conservation of the Industrial Heritage (TICCIH), heeft bij zijn oprichting in 1978 een preambule opgesteld waarin getracht wordt een afbakening van het onderwerp industrieel erfgoed aan te duiden.

« De studie van het industrieel erfgoed heeft betrekking op die periode die in de evolutie van de mensheid gekarakteriseerd wordt door de industrialisering. (...) De studie van het industrieel erfgoed dient zich vooral bezig te houden met de industriële maatschappij, als met de materiale overblijfselen van de industrialisatiebeweging, rekening houdend met de rol van mannen en vrouwen, met het verleden en met het heden »[[*Ons industrieel erfgoed. Jaarboek Vlaamse Vereniging voor Industriële Archeologie*, dl 1, Gent, 1982, p. 28.]].

De verspreiding van de term en de hieruitvolgende bewustwording van de waarde van het industrieel erfgoed bij grotere lagen van de bevolking kan op verschillende manieren gebeuren. In feite komt het erop aan de mensen met dit verleden te confronteren. Inspelend op de drang van vele vakantiegangers om « iets » te bezichtigen, is het mogelijk, mits de nodige voorbereiding en presentatie, industriële relikten te tonen. Dit aanbod dat herinneringen en vragen oproept is essentieel voor de ontwikkeling van een identiteitsgevoel in een industriële samenleving.

Deze belangstelling bestaat reeds in een zekere mate, ze kan echter, vertrekkend van een bestaande voedingsbodem opgedreven worden.

De aard van de bezoekers.

* gespecialiseerde binnen- en buitenlandse groepen.

- Bedrijfsbezoeken : het koppelen van een historisch « aperitiefje » wordt zeer populair in het buitenland.

- Historisch geïnteresseerden die rond een bepaald thema of in een bepaalde regio een rondrit maken. Deze mensen verwachten een kwalitatief hoogstaand aanbod en dienen, bij gebrek hieraan, zelf hun eigen programma uit te stippelen.

* Scholen en edukatieve bezoekers.

- Als aanvulling op de vele binnenhuisprogramma's kunnen didactische rondleidingen, aangepast aan het niveau en de belangstelling van de leerlingen aangeboden worden. Het industrieel erfgoed leent zich daarenboven uitstekend om de band te leggen tussen ons huidige - vaak al te wetenschappelijk - lessenpakket en het verleden, juist omdat het zich op het raakpunt tussen beiden bevindt.

* De « gewone » toerist.

- De moderne sociologische studies over het toerisme maken een onderscheid tussen de passieve - zonnekloppende - en de actieve- bezoekende - toerist.

Voor deze tweede groep bestaat er een uitgewerkt aanbod van attracties, historische- en landschapsmonumenten. Hierbij dient te moeten worden vastgesteld dat bij deze historische monumenten de laatste twee eeuwen vaak overgeslagen worden. In het buitenland, met name in Groot-Brittannië bestaat er thans een belangrijke ontwikkeling op het vlak van deze « Industrial Heritage Tours ». Er werd een firma opgericht « Enrichment Travel ltd. » die vier volledig georganiseerde circuits aan groepen aanbiedt. In het kader van Heritage 84 ging ook de « British Tourist Authority » luidop mee het industrieel erfgoed propageren.

Door een nieuw thema in te lassen : het historisch productieproces, leren wij de materiële resten en andere getuigen van het industrieel verleden kennen.

Dan is het belangrijk te onderzoeken welke thema's in verband met dit verleden uitgewerkt kunnen worden voor het toerisme.

2.1 Mogelijke onderwerpen, thema's en aandachtspunten

Belangrijk is hier het vertellen van een goed en boeiend historisch verhaal. Dit verhaal wordt met industriële bouwwerken, machines en documenten geïllustreerd.

- De spitssectoren van de eerste industriële revolutie waren de textielnijverheid, de steenkoolontginning, de ijzerverwerkende industrie, konstruktienijverheid en scheepsbouw. Maar ook alle andere, meer ambachtelijke nijverheden zoals brouwerijen, glasblazerijen en zovele andere zijn goed toeristisch uit te bouwen.

- De wisselwerking tussen verschillende nijverheidstakken.

Als voorbeeld : stoomkracht-steenkoolmijnen, waar de steeds grotere vraag naar steenkool steeds diepere mijnen als gevolg heeft. Steeds grotere stoompompen zijn nodig om het water

uit deze diepere mijnen te halen. Stoomkracht ook voor het vervoer van de steenkool naar andere stoommachines.

- De mijnbouw.

Thema's :

het ontstaan van steenkoolontginningen steenkool als energiebron mijndorpen.

- Het transport.

automobielen en -industrie

accomodatie langs de baan van herberg tot rustplaats naast de autobaan. _ de trein, de wereld van het station.

watertransport, kanalen en aanleg hiervan.

Havens.

Luchtvaart.

Ruimtevaart.

- Molens.

Verschillende types.

Molens als energiebron reeds vanaf 1890.

Brouwerijen en stokerijen

- Bouwmaterialen.

Beton.

Gietijzer

Steen : natuur- en baksteen.

De baksteen nijverheid ; de Rupelstreek.

- Openbare diensten.

Post.

Telefoon en telegraaf.

Scholen en internaten.

Administratie.

Markthallen en slachthuizen.

2.2 Het illustreren van deze mogelijke onderwerpen kan aan de hand van:

- Traditionele musea, waar machines en gebruiksvoorwerpen vanuit hun oorspronkelijke plaats naartoe werden gehaald.

- Openluchtmusea tonen hun relikten wel in hun natuurlijke omgeving, maar zoals bv. te Bokrijk niet meer op hun oorspronkelijke standplaats.

- In situ-musea waar de oorspronkelijke relatie tussen het gebouw of de machine duidelijk wordt.

De interpretatie van industriële sites en de presentatie in situ van gebouwen en processen, dienen een belangrijke aandacht te schenken aan de noden, streefdoelen en lokale gemeenschappen. Zulks vereist een strikte strategie en coördinatie. Deze moeten de gepaste wegen naar het doel aanduiden, maar er ook voor zorgen dat schade door overgebruik vermeden wordt. Binnen deze grenzen kan animatie van industriële sites een bijzonder waardevolle methode zijn om procédés voor te stellen die anders betekenisloos blijven. Het

kan ook een manier zijn om de plaatselijke gemeenschappen bij het behoud van het industrieel erfgoed te betrekken.

Uit buitenlandse ervaringen blijkt dat er wel degelijk een belangstelling bestaat. Deze leidt tot het bezoeken en het ontdekken van een afgoed dat anders reeds gesloopt zou geweest zijn. Het toerisme lijkt ons een aangewezen manier om het industrieel erfgoed te ontdekken, te begrijpen en te behouden door het op een zinvolle en economisch verantwoorde manier te hergebruiken.

BIBLIOGRAPHIE GENERALE D'ARCHEOLOGIE INDUSTRIELLE

René LEBOUTTE

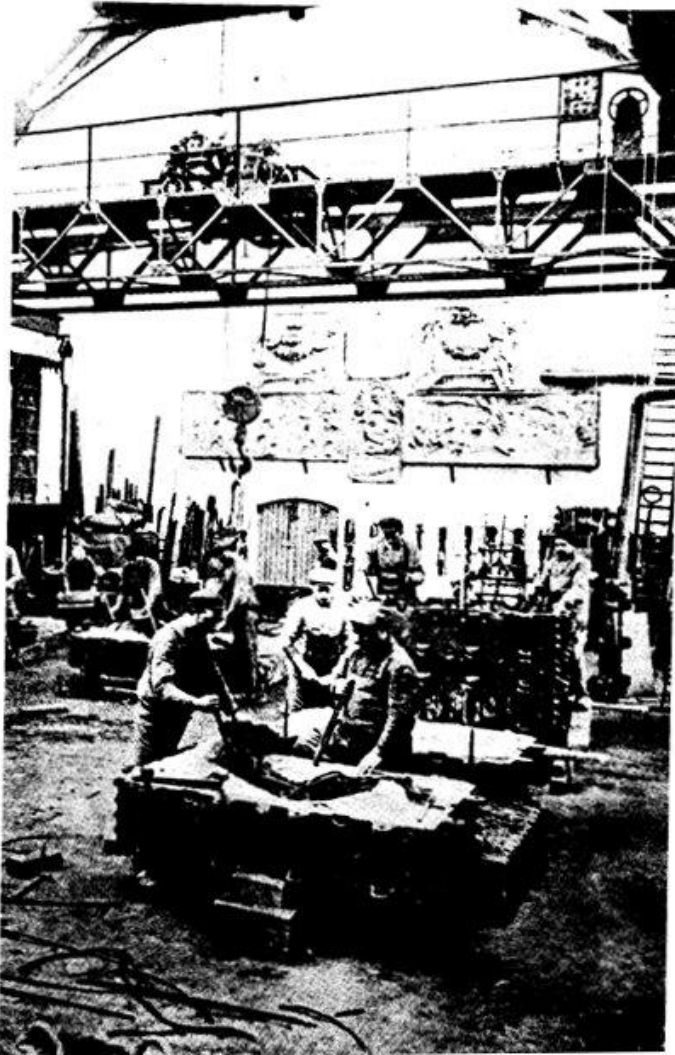
Docteur en Histoire

conservateur-adjoint du Musée de la Vie Wallonne

Section « Musée du Fer et du Charbon » (Liège)

Rédiger une bibliographie est toujours une entreprise délicate. Que dire alors d'une bibliographie en matière d'archéologie industrielle! Outre les difficultés inhérentes à la constitution de tout fichier, le bibliographe se heurte d'abord aux contours imprécis de cette jeune discipline. Que retenir? Seulement les titres faisant explicitement référence à l'archéologie industrielle? Ne doit-on pas intégrer les travaux relatifs à l'histoire des techniques, à l'histoire économique et sociale, à l'architecture, à l'urbanisme... C'est l'option qui a été retenue ici. Impossible bien entendu d'offrir une bibliographie exhaustive, cette introduction vise à présenter une première série d'outils, de guides, qui permettront au lecteur d'aller plus avant. De plus, l'archéologie industrielle étant une discipline à portée internationale, il apparaît indispensable de citer quelques manuels, quelques articles étrangers.

Notre travail a été grandement facilité par le précieux concours de Monsieur Adriaan Linters qui nous a ouvert les portes de l'excellente bibliothèque du *Provinciaal Museum voor het Industrieel Erfgoed*, à Sint-Truiden. De plus, nous nous sommes directement inspiré de la bibliographie des ouvrages d'archéologie industrielle parus en 1980-1982, réalisée par A. Linters et publiée par le *Vlaamse Vereniging voor Industriële Archeologie*: A. Linters, *Bibliografie industrieel Erfgoed 1980-1982*, dans *Tijdschrift industrieel erfgoed*, V.V.I.A., Gand, t. 4, 1983, pp. I-XXXII.



Vue ancienne de l'atelier de moulage de la Compagnie des Bronzes à Bruxelles, actuellement ASBL « La Fonderie ».

Brussel, oude foto van de giethal van de vroegere

« Compagnie des Bronzes » thans omgevormd tot zetel de ASBL « La Fonderie ».

I. Histoire économique et sociale

Chlepner B.S., *Cent ans d'histoire sociale en Belgique*, Bruxelles, 1956.

De Herdt R., De Graeve B., *Kinderarbeid 1800-1914* (Museum voor industriële archeologie en textiel, M.I.A.T.), Gand, 1981, 55 p.

De Herdt R., Van De Bossche P., *Van industriële revolutie tot industriële archeologie: Aspecten van het dagelijks leven* (M.I.A.T.), Gand, 1983, 16 p.

Fohlen Cl., *Qu'est-ce que la révolution industrielle ?*, Paris, Laffont, 1971.

Fontana Economic History of Europe (The), sous la direction de Carlo M. Cipolla, t. 3, *The Industrial Revolution*, t. 4, *The Emergence of Industrial Societies*, t. 5, *The Twentieth Century*, Londres, réédition 1977.

L'industrie en Belgique. Deux siècles d'évolution 1780-1980 (Crédit Communal de Belgique et Société Nationale de Crédit à l'Industrie), Bruxelles, 1981, 323 p.

Lebrun P., Bruwier M., Dhondt J., Hansotte G., *Essai sur la révolution industrielle en Belgique, 1770-1847*, dans la collection *Histoire quantitative et développement de la Belgique*, sous la direction de Pierre Lebrun, t. II, volume 1, Bruxelles, Académie Royale de Belgique, 1979, 749 p.

Pollard S., *Paceful conquest. The industrialisation of Europe, 1760-1970*, Oxford, Oxford University Press, 1981, IX + 451 p.

Tenfelde Kl., *Sozialgeschichte der Bergarbeiterschaft an der Ruhr im 19. Jahrhundert*, (Verlag Neue Gesellschaft GmbH), Bonn, 1981, 738 p.

Van Neck A., *Les débuts de la machine à vapeur dans l'industrie belge 1800-1850*, dans la collection *Histoire quantitative et développement de la Belgique*, sous la direction de Pierre Lebrun, t. II, volume 2, Bruxelles, Académie Royale de Belgique, 1979, 898 p.

Rübberdt R., *Geschichte der Industrialisierung. Wirtschaft und Gesellschaft auf dem Weg in unsere Zeit*, Munich, Verlag C.H. Beck, 1972, 407 p.

II. Histoire des sciences et des techniques

Derry T.K., Williams T.I., *A Short History of Technology*, Oxford, Oxford University Press, 1960.

Histoire générale des techniques, sous la direction de Maurice Daumas, 5 tomes, Paris, 1962-1979.

Rothenberg M., *The History of Science and Technology in the United States. A critical and selective bibliography*, New-York, Garland Oubl., 1982, XVII+242 p.

Singer Ch., Holmyard E.J., Hall A. R., *A History of Technology*, 5 tomes, Oxford, Oxford University Press, 1954-1958.

Slota R., *Technische Denkmäler in der Bundesrepublik Deutschland*, t. 4, 2 volumes, *Der Metallerzbergbau*, Bochum, Deutschen Bergbau-Museum, 1983, XX-852 & VII 853-1520 p.

III. Archéologie industrielle: définition théorie, méthodologie

Baetens R., *Krachtlijnen voor de studie van de industriële archeologie. Mededelingen van het Centrum voor bedrijfsgeschiedenis*, n° 3 (extrait de *Kontakt, Vereniging Vlaamse Architecten*, XVIII, 1974, pp. 40-46).

Idem, *Een onderzoek naar het beoefenen van de industriële archeologie in België*, dans *Bijdragen en Mededelingen betreffende de geschiedenis der Nederlanden*, t. 92, 1977, pp. 69-80.

Balthazar H., *Industriële archeologen bestaan niet. Een verkenning van de Industriële archeologie: definities en realisaties*, dans *Studies over de sociaal-economische geschiedenis van Limburg, Jaarboek van het sociaal historisch centrum voor Limburg*, t. 22, 1977, pp. 4-17.

- Baudet J.-C., *Note sur le statut épistémologique de l'archéologie Industrielle*, dans *Technologia Bruxellensis*, 1979, 2, (1), pp. 9-17.
- Bracegirdle Br., *The Industrial Archaeology of the Industrial Revolution*, Heinemann educational books, 1974, 207 p.
- Bruwier M., *L'archéologie industrielle. Les réalisations en Angleterre, les débuts en Belgique*, dans *Revue du Nord* t. LVI n° 223, 1974, pp. 479-492.
- Idem, *Dans le sillage de l'Angleterre, les débuts de l'archéologie industrielle en Belgique*, dans *Bulletin trimestriel du Crédit communal de Belgique*, 29e année, n° 114, octobre 1975, pp. 219-235.
- Idem, *En marge d'une exposition, perspectives d'avenir de l'archéologie industrielle en Belgique*, dans *Bulletin trimestriel du Crédit communal de Belgique*, 30e année, n° 115, janvier 1976, p. 77-79.
- Idem, *Le rôle de l'archéologie industrielle dans l'enseignement de l'histoire*, dans *Cahiers de Clio*, n° 52, 1977, pp. 47-51.
- Idem, *L'archéologie industrielle et la culture*, dans *L'avenir culturel de la communauté française*, Charleroi, Institut Jules Destrée, 1979, pp. 1-9.
- Idem, *Archéologie Industrielle et histoire*, dans *Cahiers de Clio*, n° spécial « Mélanges René Van Santbergen, » 1985, pp. 127-130.
- Buchanan R.A., *The Theory and Practice of Industrial Archaeology*, Bath, Bath University Press, 1968.
- Idem, *History and Industrial Civilisation*, Londres 1979, 200 p.
- Chassagne S., *L'archéologie industrielle dans L'Histoire*, juin 1978, n° 2, pp. 91-92.
- Christophe CI.-M., *L'archéologie industrielle. Cernes de la notion*, dans *Annales du Cercle Hutois des Sciences et des Beaux-Arts* t. XXXV, 106e année, 1981, pp. 41-49.
- Cossons N., Hudson K., *Industrial archaeologist's guide 1971-73*, Newton Abbot, 1971.
- Cossons N., *The B.P. book of industrial archaeology*, Londres, David & Charles, 1975.
- Dagant A., *La transmission du patrimoine archéologique Industriel en Belgique*, dans *Technologia*, 2, (2), 1979, pp. 35-39.
- De Herdt R., *Een nieuwe wetenschap op zoek naar een eigen identiteit: de industriële archeologie*, dans *Handelingen der Maatschappij voor Geschiedenis en Oudheidkunde te Gent*, nouvelle série, t. 33, 1979, pp. 221-236.
- Den Ouden A., *Industriële archeologie*, Aalste-Waalre, De Archeologische Pers Nederland, 1981, 20 p.
- Hemardinquer J.J., *Archéologie industrielle. L'essor de l'archéologie industrielle*, dans *Annales, Economies, sociétés, civilisations*, 1966, pp. 911-912.

Hudson K., *Industrial Archaeology. An introduction*, Philadelphie, 1964.

Idem, *Handbook for industrial archaeologists*, Londres, John Baker, 1967.

Idem, *A guide to the industrial archaeology of Europe*, Edinbourg, 1971.

Idem, *Industrial archaeology. A new introduction*, 3e édition, Londres, John Baker, 1976, 240 p.

Idem, *Food, clothes and shelter. Twentieth century industrial archaeology*, Londres, John Baker, 1978, 160 p.

Idem, *World industrial archaeology*, (New studies in archaeology), Cambridge, Cambridge University Press, 1979, 247 p.

Industriële archeologie. Een terrein-verkenning (Samengesteld door de werkgroep industriële archeologie van de Nederlandse jeugdbond ter bestudering van de geschiedenis), Gorinchem, 1981, 159 p.

Leboutte R., *Introduction bibliographique à l'archéologie industrielle*, dans *Cahiers de Clio*, n° 56, 1978, pp. 101-110.

Idem, *L'archéologie du travail. Sources et méthodes*, dans la collection *L'Histoire aujourd'hui* (Faculté ouverte, Université de Liège), Liège, 1983.

Linters A., *Industriële archeologie, een nieuwe opdracht voor de monumentenzorg*, dans *Natuur en stedschoon*, 1-4, 1975, pp. 69-74.

Idem, *Industriële archeologie ; definities en bemerkingen*, dans *Bouwkundig erfgoed in Vlaanderen M75 + Berichtenblad*, n° 32, 1977, pp. 1-41.

Idem, *Bibliografie industrieel erfgoed 1980-1982*, dans *Tijdschrift industrieel Erfgoed*, t. 4, décembre 1983, pp. I-XXXII.

Idem, *Industriële archeologie en industrieel erfgoed in Vlaanderen*, dans *Ons Erfdeel*, 3, mai-juin 1984, pp. 345-358 (paru aussi dans *Intermediair*, 33, 12 octobre 1984, pp. 13-19).

Le patrimoine industriel face aux nouvelles technologies (Histoire et culture dans la Communauté Wallonie-Bruxelles, Diascopies des innovations dans les relations aux patrimoines et aux gens, sous la direction de A. d'Haenens avec la collaboration de J.-M. Depluvrez), dossiers du CACEF, octobre 1982, n° 100, pp. 19-30.

Pannell J.M., *The technique of industrial archaeology*, Newton Abbot, 1974.

Pittioni R., *Studien zur Industrie-Archäologie* (Oesterreichische Akademie der Wissenschaften. Philosophisch-historische Klasse. Sitzungsberichte, Bd 266, Abhandlung 3.4), Vienne, Cologne, 1970.

Raistrick A., *Industrial archaeology. An historical Survey*, Londres, 1972, 314 p.

Le règne de la machine. Rencontre avec l'archéologie industrielle, En toen kwam de machine-ontmoeting met de Industriële Archeologie (Société Nationale de Crédit à l'Industrie, Crédit Communal de Belgique), Bruxelles, 1975, 192 p.

The recording of industrial sites; a review, édité par K. Falconer & G. Hey (Council for British Archaeology, Industrial Archaeology Research Committee), Londres, 1981, 70 p.

Rix M., *Industrial Archaeology* (The historical Association), Londres, 1967, 25 + III p.

Slotta R., *Einführung in die Industriearchäologie*, Darmstadt, 1982.

Stols E., *L'archéologie industrielle, une source pour l'Histoire du mode de vie dans une société industrielle*, dans *Cahiers de Clio*, n° 63, 1980, pp. 38-53, & n° 64, pp. 64-77.

Thijs A., *Industrial Archaeology as a branch of the study of the history of material culture, some theoretical and methodological considerations*, dans *Revue Belge d'Histoire Contemporaine*, t. 6, 1975, 1-2, pp. 145-157.

Idem, *De industriële archeologie en de volkskunde*, dans *Oostvlaamse Zanten*, LIV, 1979, 1, pp. 17-27.

Van Den Abeelen G., *L'archéologie industrielle; pourquoi ?*, dans *Mémoires et publications de la Société des sciences et des arts du Hainaut*, t. 84, 1971-73, pp. 195-208.

Idem, *L'archéologie industrielle*, dans *Industrie*, 26e année, 1972, 16 p.

Idem, *L'archéologie industrielle, ses objectifs et ses problèmes*, dans *Revue Générale*, 1973, 1, pp. 23-42.

Idem, *L'archéologie industrielle; des précisions* (interview par J. Kother), dans *Bulletin de la Fédération des Entreprises de Belgique*, 2, 1973, 14 p.

Idem, *L'archéologie industrielle*, 2e édition, Fédération des Entreprises de Belgique, Bruxelles, 1973, 36 p.

Idem, *L'archéologie industrielle*, dans *Architecture/Urbanisme/Design*, revue mensuelle Aplus 23, novembre 1975, pp. 14-36.

Idem, *L'archéologie industrielle*, dans *Vu par les Belges*, INBEL, n° 47, Bruxelles, 1976.

Vialls Chr., *Your book of industrial archaeology*, Londres, Faber & Faber, 1981, 76 p.

Weitzman D., *Traces of the Past. A field guide to industrial archaeology*, New York, Ch. Scribner's sons, 1980, 229 p.

IV. Revues et publications périodiques

Der Anschnitt. Zeitschrift für Kunst und Kultur im Bergbau, Bochum, 1949- *Archeologia Industriale*, Notiziario della società italiana per l'archeologia industriale, Milan, 1978-

Archeologia industriale, Rivista quadrimestrale, Brescia, 1983-

L'Archéologie industrielle en France (Centre de documentation d'histoire des techniques, section archéologie industrielle), 1976-

Blatter für Technikgeschichte, Vienne, 1932-

Bulletin du Centre de recherches sur la civilisation industrielle, Le Creusot, Ecomusée de la communauté Le Creusot-Montceau-les-mines, 1978-

Bulletin of Science, Technology and Society, New York, Pergamon Press, 1981-

Centre d'archéologie industrielle. Informations, Bruxelles, 1975-1976.

Centrum van Industriële Archeologie. Mededelingen, Bruxelles, 1975-1976.

C.H.A.I. Contact, Bulletin trimestriel publié par le Centre Hennuyer d'histoire et d'archéologie industrielles, Haine-Saint-Pierre, 1978-

Culture technique, Paris, Centre de recherche sur la culture technique.

Deutsches Museum, Abhandlungen und Berichte, Berlin, 1929-

Documents pour l'histoire des techniques, Paris, 1961-

Handelingen der Maatschappij voor geschiedenis en oudheidkunde te Gent (bibliographie avec rubrique relative à l'archéologie industrielle dans la région de Gand).

History of Technology, Londres, 1976-

Industrial Archaeology Review (Association for the Industrial Archaeology), 1976- : (De 1964 à 1965: *The Journal of Industrial Archaeology*, The Lamberde Press, Sidcup; de 1966 à 1975 : *Industrial Archaeology. The Journal of the History of Industry and Technology*, Newton Abbot, David & Charles).

I.A. : The Journal of the society for industrial archaeology, Morgantown, West-Virginia, 1975-

Industrial Heritage Newsletter (publié par The International Committee for the Conservation of the Industrial Heritage) Gand, 1984-

Industriearchäologie, Zeitschrift für Technikgeschichte, Brugg, 1977-

Industriële Archeologie, Tilburg, Stichting Industriële archeologie in Nederland, 1981-

Journal of the Society for Industrial Archaeology, Smithsonian Institute, Washington, 1972-

Kultur und Technik, Zeitschrift des Deutschen Museums, Munich, 1977-

Mitteilungen des Vereins zur Förderung der Industriearchäologie, Munich, 1977-

Newsletters of the Society for Industrial Archaeology, Smithsonian Institute, Washington, 1972-

Patrimoine industriel, Bulletin périodique de l'ASBL « Patrimoine Industriel Wallonie-Bruxelles », Liège, 1984-

Technikgeschichte, 1965 - (succède à *Zeitschrift Beiträge zur Geschichte der Technik und Industrie*, 1909-1941).

Technologia Bruxellensis (devenu *Technologia*). Bruxelles, 1978-

Technology and culture, The International Quarterly of the Society for the History of Technology, Chicago, 1959-

Tijdschrift voor geschiedenis van techniek en industriële cultuur, Vereniging voor Industriële Archeologie en Textiel, Gand, 1983-

V.V.I.A. Berichten, Gand, 1978 à 1982; devient ensuite:

Tijdschrift Industrieel Erfgoed, tijdschrift van de Vlaamse Vereniging voor Industriële Archeologie, Gand, 1983-

V.V.I.A.-Info, Gand, 1983-1985; devenu en septembre 1985: *Industrieel Erfgoed in Vlaanderen. Nieuwsbrief*.

W.I.A.R.U.G.-Berichten (Werkgroep Industriële Archeologie der Rijksuniversiteit Gent), Gand, 1976-1977.

World Industrial History (The Association for Industrial Archaeology, Institute for Industrial Archaeology), Ironbridge, 1984-

V. Conférences internationales sur la conservation du patrimoine industriel

Transactions of the First International Congress on the Conservation of Industrial Monuments.
Ironbridge, 29 May-5 June 1973, Ironbridge, Ironbridge Gorge Museum Trust, 1975, 203 p.

S.I.C.C.I.M., *Il Internationaler Kongress für die Erhaltung technischer Denkmäler, II International Congress on the Conservation of Industrial Monuments*.
Verhandlungen/Transactions, édité par Kroker W., Bochm, Deutschen Bergbau-Museum, 1978, 452 p.

The Industrial Heritage. The third International Conference on the Conservation of Industrial Monuments. Sweden, 30 May-5 June 1978.

- *Transactions 1. National Reports: Europe except Scandinavia, North America and Japan*, Nisser M. éditeur;

- *Transactions 2: Scandinavian Reports*, Nisser M. & Bedoire Fr., éditeurs;

- *Transactions 3*, Nisser M., éditeur;

- *Transactions 4. The International Committee on the Conservation of the Industrial Heritage (TICCIH). Statutes and other documents*; (ces volumes sont publiés à : Stockolm,

Riksantikvarieämbetet - Nordiska Museet - Tekniska Museet - Industriminnesgruppen, 1978, 166 & 96 p.; 1981, 414 p.; s.d., 34 p.

I.C.C.I.H. 81. 4e Conférence Internationale pour l'étude et la mise en valeur du patrimoine industriel, 4th International Conference on the Conservation of the Industrial Heritage. Volume 1, Rapports nationaux 1978-1981, Paris, C.I.L.A.C., 1981, 175 p.

Industrial Heritage '84. National Reports. The Fifth International Conference on the Conservation of the Industrial Heritage. Volume 1, National Reports 1981-1984, Washington, Society for Industrial Archaeology, 1984, 123 p.

Linters A., *Third International Conference on the Conservation of Industrial Monuments, eerste resultaten*, dans *Technologia Bruxellensis*, 1, (2), juin 1978, pp. 41-49.

VI. Archéologie industrielle par pays et par région

A. La Belgique

On consultera avec profit *Le Patrimoine monumental de la Belgique*.

Industrial Archaeology in Belgium, édité par A. Linters, Gand, 1981, 70 p.

Linters A., *L'Archéologie industrielle en Belgique. Industrial Archaeology in Belgium*, dans M. Scott, E. Philipp-Glatigny, I.C.C.I.H. 81..., volume I, *Rapports nationaux 1978-1981*, Paris, 1981, pp. 35-46.

Colloques en Belgique

L'Archéologie industrielle, Colloque de Colonster, 24-25-26 mai 1977, Centre d'action culturelle de la Communauté d'expression française, dossiers du C.A.C.E.F., n° 56, mars 1978, 90 p.

A propos du Colloque d'Archéologie Industrielle des 26 et 27 mai 1973. Université de l'Etat à Mons. Le Grand-Hornu, dans *Revue Belge d'Histoire Contemporaine*, IV, 1973, 3-4, pp. 515-530.

Cinquième congrès national d'archéologie industrielle. Le textile, Gand, 26-27 novembre 1977, Gand, 1979, 300 p.

Colloquium industriële archeologie van de Antwerpse haven (Universitaire faculteiten Sint-Ignatius, Mededelingen van het Centrum voor bedrijfsgeschiedenis, n° 4), Anvers, 1975, 68 p.

B. La Wallonie

Aspects de la révolution industrielle en Wallonie, Musée de la Vie Wallonne, Liège, 1977-1978, 14 p.

Bois-du-Luc, cité vivante: histoire, archéologie, architecture industrielle, Haine-Saint-Pierre, Centre hennuyer d'histoire et d'archéologie industrielles, 1976, 56 p.

Bruwier M., Meurant A., Pierard Chr., *Un monument d'archéologie industrielle: les ateliers et la cité du Grand-Hornu*, dans *Industrie*, janvier 1968, pp. 39-56.

Bruwier M., *Het lokaas van een ongehaard welzijn. De industriegemeenschap Grand-Hornu*, dans *Spectrum Atlas van Historische Plaatsen in de Lage Landen*, édité par A.F. Manning, M. De Vroede, Het Spectrum, Utrecht, Anvers, 1981.

Le centre, une région économique, hier, aujourd'hui, demain (exposition au charbonnage de Bois-du-Luc, septembre-octobre 1979, catalogue), Centre hennuyer d'histoire et d'archéologie industrielles, Haine-Saint-Pierre, 1979.

Dagant A., *L'archéologie industrielle à Moulins par Yvoir en province de Namur*, dans *Technologia*, 1981, 4, (3), pp. 53-76.

Denuit M., Dehaen R., Parent J., *Nos industries du passé*, publication du Cercle d'histoire et de folkore de Haine-Saint-Pierre et de Haine-Saint-Paul, 1981, 212 p.

« *Les doigts dans l'engrenage* », ou « *Ceux qui ont fait tourner Tournai* » (Catalogue de l'exposition d'archéologie industrielle organisée à Tournai, Maison de la Culture, avril-mai 1977), Tournai, 1977, 124 p.

Ducastelle J.-P., *L'archéologie industrielle en Belgique*, dans *Centenaire de la Société d'archéologie, d'histoire et de folklore de Nivelles et du Brabant wallon*, Actes du Colloque des 26 et 27 mars 1977, Musée de Nivelles, Nivelles, 1978, pp. 103-130.

Ducastelle J.-P., *L'archéologie industrielle dans le patrimoine du pays d'Ath, un premier bilan*, dans *Etudes et documents du Cercle royal d'Histoire et d'Archéologie d'Ath et de la région*, t. II, 1980, pp. 229-287.

Le paysage de l'industrie: région du Nord, Wallonie, Ruhr, Bruxelles, Archives de l'architecture moderne, 1975, 173 p.

Stiennon J., *L'archéologie industrielle en Wallonie, 1978-1981. Rapport d'activités*, Université de Liège, rapport photocopié, 1981, 5 p.

Wirtgen-Bernard Chr., Dusart M., *Visages industriels d'hier et d'aujourd'hui en Pays de Liège*, Liège, P. Mardaga, 1981, 183 p.

C. Bruxelles

Inventaires visuel de l'archéologie industrielle de l'agglomération de Bruxelles (inventaire photocopié), Bruxelles, Archives d'architecture moderne, 1981 (18 volumes).

D. Flandre

De Herdt R., Ghent, *The Manchester of the Continent*. (M.I.A.T.), Gand, 1980, 23 p.

Linters A., *Status questionis van de industriële archeologie in Belgisch Limburg*, dans *Studies over de sociaal-economische geschiedenis van Limburg, Jaarboek van het sociaal-historisch centrum voor Limburg*, t. 22, 1977, pp. 33-48.

Idem, *Industriële archeologie in Vlaanderen*, dans *Groniek*, 4, 1979, pp. 9-12.

Idem, *Industriële archeologie in Vlaanderen. Status questionis, krachtlijnen*, dans *Ons industrieel erfgoed*, 1, *Jaarboek van de Vlaamse vereniging voor industriële archeologie v.z.w.*, Gand 1982, pp. 17-103.

Idem, *Het industrieel-archeologisch landschap (in Limburg)*, dans *Bouwkundig Erfgoed in Vlaanderen*, 22, février 1977, pp. 12-19.

Idem, *Mens en machine 1750-1940. Ontwikkelingen op het terrein van de industriële archeologie in Belgisch en Nederlands-Limburg*, St-Trond, 1976, 84 p.

Idem, *Beknopt overzicht van de Industriële Archeologie in Oost- Vlaanderen*, dans *Kultureel Jaarboek van de Provincie Oost-Vlaanderen*, t. XXXI, 1977, pp. 220-228.

Idem, *Industrieel Erfgoed in Limburg*, St-Trond, 1980, 148 p.

E. France

Daumas M., *L'archéologie industrielle en France*, Paris, 1980, 464 p.

Grenier L., Wieser-Benedetti H., *Le siècle de l'éclectisme, Lille 1830-1930*, Paris-Bruxelles, 1979.

Idem, *Les châteaux de l'industrie*, Paris-Bruxelles, 1979.

F. Pays-Bas

Nijhof P. (et collaborateurs), *Monumenten van bedrijf en techniek, Industriële archeologie in Nederland*, Zutphen, De Walburg Pers, 1978, 262 p.

G. Royaume-Uni

Burton A., *Remains of a revolution*, Londres, Cardinal, 1975, 255 p.

Buchanan R.A., *Industrial archaeology in Britain*, Harmondsworth, Pelican-Pocket, 1972.

Falconer K., *Guide to England's industrial heritage*, Londres, 1980, 270 p.

Monographies régionales éditées par David & Charles, Newton Abbot:

Buchanan R.A., Cossons N., *The industrial archaeology of the Bristol region*, 1969.

Butt J., *Industrial archaeology of Scotland*, 1966.

Hudson K., *Industrial archaeology of Southern England*, 1968.

Rees D.M., *Industrial archaeology of Wales*, 1975.

Smith D.M., *Industrial archaeology of the East Midlands*, 1966.

Et à propos du remarquable site de Ironbridge-Coalbrookdale :

Cossons N., Sowden H., *Ironbridge-Landscape of industry*, Londres, Cassel, 1967.

Trinder B., « *The most extraordinary district in the world* », *Ironbridge*, Londres, Phillimore, 1977.

H. République Fédérale Allemande

Busch W., Schupp F., Kremmer M., *Bergbauarchitektur 1919-1974* (Arbeitshefte des Landeskonservators Rheinland, Bd. 13), Cologne, 1980.

Foehl A., *Technische Denkmäler im Rheinland* (Arbeitsheft 20 des Landeskonservators Rheinland), Cologne, 1976.

Hansmann W., Zahn W., *Denkmäler der Stolberger Messingindustrie* (Arbeitshefte des Landeskonservators Rheinland, Bd. 2), Cologne, 1974.

Paulinyi A., *Industriearchäologie. Neue Aspekte der Wirtschafts- und Technikgeschichte*, Dortmund, 1975.

Ruhnau P., *Das Frankenger Viertel in Aachen* (Arbeitshefte des Landeskonservators Rheinland, Bd. 11), Cologne, 1976.

Slotta R., *Technische Denkmäler in der Bundesrepublik Deutschland*, 3 volumes, Bochum, 1975.

I. République Démocratique Allemande

Technische Denkmäler in der Deutschen Demokratischen Republik (Gesellschaft für Denmalpflege im Kulturbund der DDR), Berlin, 1973 & 1977.

J. Italie

Negri A., Negri M., *L'archeologie industriale*, Messines-Florence, 1978.

Borsi Fr., *Introduzione alla archeologia industriale*, Rome, 1978.

K. Etats-Unis

Sande T.A., *Industrial archaeology. A new look at the american heritage*, Brattleboro (Vermont), 1976, 152 p.

VII. Préservation et réaffectation de sites industriels, muséologie

Atkinson F., *The function of museums in industrial archaeology*, dans *The theory and practice of industrial archaeology*, Bath, 1968.

Bruwier M., *Un ensemble monumental à sauver, un musée à créer: les ateliers et la cité ouvrière du Grand-Hornu*, dans *Bulletin trimestriel du Crédit Communal de Belgique*, n° 83, janvier 1968, pp. 23-30.

Comment on crée un musée industriel (interview de René Evrard réalisée par G. Van den Abeelen), dans *Industrie*, 16e année, n° 3, mars 1962, pp. 169-176.

Liébin J., Lefebvre J., *Perspectives pour un nouveau tourisme: l'archéologie industrielle*, dans *Hainaut Tourisme*, n° 174, mars 1976, pp. 9-12.

Liébin J., *Un Ecomusée régional à Bois-du-Luc*, Haine-Saint-Pierre, Centre hennuyer d'histoire et d'archéologie industrielles, 1980, 15 p.

Linters A., *Hergebruik van industriële panden*, dans *Industriële Archeologie. Renovaties*, Gand, V.V.I.A., 1985, pp. 4-10.

Idem, *Een verleden voor de D.I.R.V. ? Behoud van het erfgoed van nijverheid, techniek en wetenschap : zinvol voor de Derde Industriële Revolutie ?*, dans *Evolutie van het wetenschappelijk en industrieel erfgoed. 30 april 1985*, Callebaut D.K. & Deelstra H.A., éditeurs, Anvers, U.I.A., 1985, pp. 3-18.

Weiler J., *Our working past: conserving industrial relicts for recreation and tourism* (Ontario Ministry of Culture and Recreation), Toronto, 1982.

VIII. Sources iconographiques et archéologie industrielle

L'affiche en Wallonie, à travers les collections du Musée de la Vie Wallonne, Liège, 1980, XVI+245 p.

Arbeit und Alltag, soziale Wirklichkeit in der belgischen Kunst, 1830-1914, Berlin, 1979.

Archéologie industrielle et arts plastiques (Province de Liège, Affaires culturelles, mai-juin 1977), Liège, 1977, 20 p.

Art et société en Belgique 1848-1914 (Palais des Beaux-Arts de Charleroi, 11 octobre-23 novembre 1980), s.l., 1980, 284 p.

Aus Schacht und Hütte. Ein Jahrhundert Industriearbeit im Bild 1830-1930 (Ruhrfestspiele Recklinghausen '80, 4. mai-18. juin 1980), Recklinghausen, 1980.

Becher B. & H., *Anonyme Skulpturen. Eine Typologie technischer Bauten*, Düsseldorf, Art. Press Verlag, 1970.

Beutler Chr., Metken G., Sembach K.-J., *Weltausstellungen im 19. Jahrhundert* (Die neue Sammlung, Staatliches Museum für angewandte Kunst), Munich, 1973, XXXI+225 p.

Buddensieg T., Rogge H., *Die nützliche Künste. Gestaltende Technik und Bildende Kunst seit der industriellen Revolution*, Berlin, Quadriga Verlag, 1981. 398 p.

De Herdt R., Deseyn G., Verheeke G., *Het affiche. Spiegel van de industriële maatschappij* (M.I.A.T.), Gand, 1984, 143 p.

Evrard R., *Les artistes et les usines à fer. Œuvres d'art inspirées par les usines à fer*, Liège, Solédi, 1955. 110 p.

Le Bot M., *Machinisme et peinture*, dans *Annales, Economies, Sociétés, Civilisations*, 22e année, n°1, janvier-février 1967, pp. 1-22.

Patrimoine industriel. Gustave Marissiaux (1872-1929), Paul Donnay. Bernd et Hilla Becher, Liège, 1981, 51 p.

IX. Sources d'énergie

Bauters P., *Vlaamse molens. Wind- en watermolens in Vlaanderen. Geschiedenis-, bouw-, werking-, recht*, Anvers, 1978, 131 p.

Bauters P., Buysse R., *De Oostvlaamse watermolens, inventaris 1980* (Provinciebestuur Oost-Vlaanderen), Gand, 1980, 197 p.

Bauters P., *Eeuwen onder wind en wolken. Windmolens in Oost-Vlaanderen*, Gand, Provinciebestuur van Oost-Vlaanderen. 1985, 481 p.

De Belgische molenaar en levende molens (Vakblad voor de maalterij, graan- en veevoederhandel). Ce périodique publie depuis 1978 une feuille, *levende Molens*, relative à l'archéologie industrielle des moulins.

Christophe Cl-M., *La persistance des roues hydrauliques dans la région de Huy*, dans *Annales du Cercle Hutois des Sciences et Beaux-Arts*, t. XXXVII, 108e année, 1983, pp. 55-97.

De Herdt R., Deseyn G., Vandewalle P., *Onder stoom. Aspecten van de geschiedenis van de stoommachine* (M.I.A.T.), Gand, 1983, 198 p.

Devyt C., *Westvlaamse Windmolens. Inventaris volgens de toestand op 1 januari 1965*, Bruges, 1966, 125 p.

De Schepper J., *The care of windmills in Flanders*, Gand, V.V.I.A., 1983, 32 p.

Frode E. & W., *Energiespender und Aesthetische Architektur. Windmühlen in Deutschland, Holland, Belgien*, Cologne, 1981, 239 p.

Hasselt oude gasgemeente 1856-1982. Overzicht van 125 jaar gasbedeling, Hasselt. N.V. Pligas-Intercom, 1982, 72 p.

Holemans H., Lemmens P.J., *Molens der Zuiderkempen*, Nieuwkerken, 1978, 126 p.

Idem, *Molens der Noorder- en Oosterkempen*, Nieuwkerken, 1980, 128 p.

Holemans H., Smet W., *Limburgse watermolens. Kadastergegevens 1844-1980* (Ons Molenheem), 1985, 100 p.

Linters A., *Molens. Historiek, techniek* (Zuid- Limburg (Werkgroep molenzorg Zuid-Limburg), Tongres, 1983, 40 p.

Smet W., Holemans H., *Limburgse windmolens in heden en verleden*, Nieuwkerken, 1981, 212 p.

De Herdt R., Vercoutere F., *Leven onder de gaslantaarn* (M.I.A.T.), Gand, 1980, 126 p.

Roman C., *Cent cinquante ans d'éclairage au gaz à Bruxelles*, dans *Cahiers Bruxellois*, t. 21. 1976, pp. 96-146.

X. Industries extractives

A. Autres que le charbon

Baguet L., *Les carrières à grès d'Ecaussinnes, dans XLIVe congrès... Actes du congrès de Comines, 1980*, t. 2, Comines, 1981, pp. 329-336.

Chantry F., *Les cent chauffours d'Antoing, à Tournai* (Section archéologie industrielle de la Société royale d'histoire et d'archéologie de Tournai), Tournai, 1979.

Delaet J.L., *Le charbonnage d'Aiseau-Presle à Farciennes (1865-1914)*, dans *Le Vieux-Châtelet*, 23e anniversaire 1983, pp. 53-85.

Ducastelle J.-P., *L'industrie de la pierre, de l'ancien régime à nos jours*, Maffle, 1976, 112 p. (Catalogue de l'exposition « L'industrie de la pierre », colloque du Centre d'archéologie industrielle, 20 novembre 1976, Maffle).

L'homme et son terroir. Le marbre dans la région de Philippeville (Centre d'histoire et de technologies rurales), Treignes, 1983, 80 p.

d'Otreppe de Bouvette H., *Le schiste ardoisier d'Ardenne septentrionale du moyen âge à l'époque moderne* (Centre belge d'histoire rurale, publication n° 44), Louvain-Liège, 1976, 59 p.

Van Belle J.-L., *L'industrie de la pierre en Wallonie (XVIe-XVIIIe siècles), particulièrement à Feluy-Arquennes, Ecaussinnes et Soignies*, Gembloux, 1976, 78 p.

B. Charbon

Becher B. & H., *Fördertürne - Chevalements- Mineheads* (Museum Folkwang Essen, ARC/Musée d'Art Moderne de la ville de Paris. Musée d'Art Moderne de la ville de Liège), Munich, 1985, 224 p.

Bois-du-Luc, 1685-1985. (Livre-catalogue édité par l'Ecomusée régional du Centre à l'occasion de l'exposition « Bois-du-Luc, 1685-1985 », organisé aux Ateliers du Bois-du-Luc du 9 mars au 14 avril 1985), Bois-du-Luc, Haine-Saint-Pierre, 1985, 181 p.

Nos Charbonnages (Province de Liège, Affaires culturelles), Liège, 1980, 53 p.

Debehault Cl., *Les terrils de charbonnage du Borinage, étude de géographie régionale*, dans *Revue Belge de Géographie*, 9e année, 1968, pp. 9-57.

Delrée H., *A propos du charbonnage de Cheratte*, dans *L'archéologie industrielle, colloque de Colonster, 24-25-26 mai 1977*, CACEF, n° 56, mars 1978, pp. 61-71.

Goddeeris I.G., *Steenkool- en petroleumboringen in Limburg en de Antwerpse Kempen, 1898-1910* (Rotary-club Beringen), Beringen, 1982, 381 p.

In de Mijn is iedereen zwart (Werkgroep mijnwerkersgeschiedenis), Berchem, EPO, 1984, 151 p.

Pourbaix R., *Bois-du-Luc en Hainaut, souvenir imposant du charbon*, dans *Technologia*, 4, (1), 1981, pp. 3-12.

Idem, *Les charbonniers de Bois-du-Luc: la grande histoire d'un petit peuple*, Mons, 1983, 164 p.

Le Roton, dernier charbonnage de Wallonie, Photographie ouverte, collection Archives de Wallonie, Gilly, 1985, 144 p.

Steenkool in Heusden-Zolder. De steenkoolmijn te Heusden-Zolder.

Historiek, werking en sociale betekenis, Melotte L. éditeur, Cultureel Centrum Heusden-Zolder, Heusden-Zolder, 1984, 79 p.

Thibaut L. *Un monument d'archéologie industrielle: le centre historique minier des Houillères du Nord-Pas-de-Calais à Lewarde*, dans *Revue du Nord*, t. LXI, n° 241, avril-juin 1979, pp. 499- 508.

Van Doorslaer B., *Steenkool in Limburg* (Provinciaal Museum voor het industrieel Erfgoed), St-Trond, 1983, 109 p.

Vercheval G., Revelard M., *Terrils*, Bruxelles, Vie ouvrière, 1978, 200 p.

XI. Verrerie

Massart D., *Verreries et verriers du Centre: de 1764 à nos jours*, Centre d'histoire et de folklore Henri Guillemin, Haine-Saint-Pierre, 1983, 181 p.

Terlinden Cl. M., *Bilan des fouilles sur le site de la verrerie de Nethen (forêt de Meerdael)*, dans *L'archéologie industrielle, Colloque de Colonster...* pp. 72-75.

Vercheval G., Vercheval-Vervoort J., *Verreries en Wallonie*. Photographies d'hier et d'aujourd'hui, Photographie ouverte, Gilly, 1983, 156 p.

XII. Métallurgie et fine mécanique

Christophe Cl-M., *L'usine à zinc « La Vieille Montagne » à Flône*, dans *XLIVe congrès de la Fédération des cercles d'archéologie et d'histoire de Belgique, Actes du congrès de Comines*, 1980, t. 2, Comines, 1981.

Delaet J.L., *La S.A. des Hauts Fourneaux et Charbonnages de Châtelineau (1829-1842)*, dans *Bulletin trimestriel du Centre Hennuyer d'Histoire et d'Archéologie industrielle, 5e année, 1983/2 et 3*, 33 p.

Evrard R., Descy A., *Histoire de l'usine des Venues, suivie de considérations sur les fontes anciennes, 1548-1948*, Liège, Solédi, 1948, 381 p.

Gaier Cl., *Le musée FN d'archéologie industrielle*, dans *Technologia bruxellensis*, 1979, 2, (1), pp. 19-23.

Idem, *La mécanisation de l'industrie armurrière belge à la fin du XIXe siècle : aspects techniques et humains*, dans *XLIVe congrès...*, t. 2, Comines, 1981, pp. 359-368.

Hansotte, G., Hennau G., *Une entreprise métallurgique liégeoise au XIXe siècle et au XXe siècle*.

Les laminoirs J. Deflandre à Sauheid, dans *Bulletin de la Société royale « Le Vieux-Liège »* t. 9, n° 205, 1979, pp. 365-377.

Histoire du zinc à Liège (catalogue ronéotypé de l'exposition d'archéologie industrielle organisée par les Affaires culturelles de la Province de Liège), Liège, 1982.

Les Sidérurgistes, Photographie ouverte, collection Archives de Wallonie, Gilly, 1984, 263 p.

XIII. Textile

De Herdt R., *De Mule Jenny* (M.I.A.T.), Gand, 1980, 20 p.

Idem, *Textieltijdstabel* (M.I.A.T.), Gand, 1982, 16 p.

Dewilde B., *20 eeuwen vlas in Vlaanderen*, Tielt-Bursum, Lannoo, 1984, 439 p.

Heyse M., Gadeyne G., *Textiel te Ronse 1800-1840. Een menselijk mirakel* (Geschied- en Oudheidkundige Kring van Ronse en het Tenement van Inde), Ronse, 1984, 102 p.

Le textile, cinquième congrès national d'archéologie industrielle, Gand, 26-27 novembre 1977, Gand, 1979, 300 p.

XIV. Agro-alimentation

Boesmans A., *Bieren en pintelieren* (Provinciaal Openluchtmuseum Bokrijk), Genk, 1982, 196 p.

Cultures industrielles au pays des collines: plantes médicinales, chicorées, tabac: 1890-1940 (Cercle royal d'histoire et d'archéologie d'Ath et de la région et musées athois), 1982, 160 p.

De Herdt R., *In en om de alambiek. Jenever- en alcoholstokerijen* (M.I.A.T.), Gand, 1981, 112 p.

Jacqmain C., Musick-De Spiegeleer A., *L'industrie sucrière dans l'arrondissement de Waremme de 1850 à nos jours*, dans *XLIVe congrès de la Fédération des cercles d'archéologie et d'histoire de Belgique. Actes du congrès de Comines*, 1980, t. 2, Comines, 1981, pp. 369- 376.

Linters A., *Dorp en platteland : een zich wijzigend gegeven in een veranderende maatschappij*, dans *Openbaar Kunstbezit in Vlaanderen*, 1979, pp. 12-27.

Idem, *Landbouw: een « industrieel » probleem. De evolutie van oogsten en dorsen*, Tongres, Prov. Instituut voor Biotechnisch Onderwijs, 1985, pp. 3-21.

Van Mol J.J., *Création d'un écomusée de la machinerie agricole à Treignes (Belgique)*, dans *Technologia*, 6, 1983, pp. 37-45.

XV. Chimie

Godfroid St., Surdiacourt D., *Lucifersbedrijven te Geraardsbergen*, Geraardsbergen, Stedelijke Culturele Raad, 1983, 161 p.

XVI. Habitat, architecture industrielle

Les bâtiments à usage industriel aux XVIIIe et XIXe siècles en France, Centre de documentation d'histoire des techniques, Paris, 1978, 436 p.

Baele J., De Herdt R., *Vrij gedacht in ijzer. Een essay over de architectuur in het industriële tijdperk 1779-1913* (M.I.A.T.), Gand 1983, 228 p.

Brauman A., Delevoy R.L., *Le familistère de Guise ou les équivalents de la richesse*, Archives d'architecture moderne, Bruxelles, 1976.

De Brabander P., *De arbeidershuisvesting in Kortrijk in de XIXe eeuw*, dans *De Leiegouw*, t. 22, 1980, pp. 3-37.

Devillers C., Huet B., *Le Creusot. Naissance et développement d'une ville industrielle 1782-1914*, Seyssel, éd. du Champ Vallon, 1981, 287 p.

Maisons du peuple: Belgique, Allemagne, Autriche, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Suisse, Archives d'architecture moderne, Bruxelles, 1984, 286 p.

Piérard C., *Le Grand-Hornu*, dans *Hainaut- Tourisme*, n° 127, avril 1968, pp. 39-43.

Idem, *L'une des premières cités ouvrières modernes: la cité Hoyaux, à Cuesmes-Mons*, dans *L'archéologie industrielle, colloque de Colonster...*, pp. 57-60.

Rigo-Henderickx E., *Les charbonnages promoteurs immobiliers: l'Hôtel Louise à Micheroux (1870)*, dans *L'archéologie industrielle, colloque de Colonster...*, pp. 53-56.

Roelants du Vivier F., *Bois-du-Luc, une cité industrielle*, dans *La Maison d'hier et d'aujourd'hui*, n° 20, 1973.

Smets M., *L'avènement de la cité jardin en Belgique. Histoire de l'habitat social en Belgique de 1830 à 1930*, Bruxelles-Liège, 1977, 223 p.

Stiennon J., *L'architecture industrielle au XIXe siècle*, dans *La Wallonie, le pays et les hommes, lettres-arts-culture*, t. 2, Bruxelles, 1978, pp. 577-586.

Verhaegen D., *Les gares d'Anvers et de Tournai au XIXe siècle*, dans *L'archéologie industrielle, colloque de Colonster...*, pp. 76-80.

Idem, *Les gares de Tournai. Contribution des chemins de fer au développement de la ville*, dans *Mémoires de la Société royale d'histoire et d'archéologie de Tournai*, t. 2, 1981, pp. 323-376.

Viré L., *La distribution publique d'eau à Bruxelles, 1830-1870*, Pro Civitate, Bruxelles, 1973, XXXII+238 p.

Volkswoningbouw- De tuinwijkgedachte, Provinciaal Hoger Architectuurinstituut- Studiecentrum voor volkswoningbouw, Hasselt, 1982, 548 p.

XVII. Transport, communications

Aspects d'une réalité quotidienne. 150 ans de chemin de fer en Belgique, 1835-1985 (catalogue de l'exposition organisée au Palais des Beaux-Arts, Bruxelles, 4 mai-2 Juin 1985), Bruxelles, 1985, 143 p.

Dagant A., *La société civile des usines et mines du Grand-Hornu et les chemins de fer*, dans *XLIVe congrès de la Fédération des cercles d'archéologie et d'histoire de Belgique, actes du congrès de Comines*, t. 2, Comines, 1981, pp. 353-358.

Delmalle J., *Histoire des tramways et vicinaux belges*, Bruxelles, Paul Legrain, 1981, 162 p.

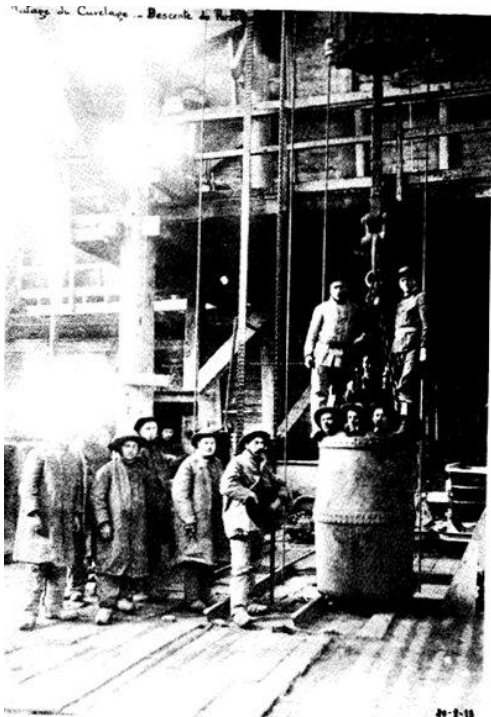
Hadfield C., *The canal age*, Newton Abbot, David & Charles, 1969, 233 p.

Lederer A., *Les voies de communications entre Bruxelles et Charleroi de 1800 à 1935*, dans *XLIVe congrès...*, actes du congrès de Comines, t. 2, Comines, 1981, pp. 377-390.

Idem, *Evolution de la construction des bateaux destinés à l'Etat indépendant du Congo*, dans *L'archéologie industrielle, colloque de Colonster...*, pp. 21-35.

Linters A., Van Doorslaer B., *Steenkool en spoorwegen*, Provinciaal museum voor het industrieel erfgoed, St-Trond, 1982, 32 p.

Spoorwegen in België. Railways in Belgium. Chemins de fer en Belgique, A. Linters éditeur, Gand, V.V.I.A., 1985, 310 p. (réédition de l'ouvrage de A. de Laveleye, *Histoire des Vingt-Cinq premières années des chemins de fer belges, 1862*).



Limburgse steenkoolmijnen, Beringen, 20 februari 1918. Mines du Limbourg, Beringen, 20 février 1918.